

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE FOKON'OLONA

(Commune Malgache)

et les Conventions de Fokon'olona

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Mars 1931

PAR

PIERRE DELTEIL

Breveté de l'Ecole Coloniale

Diplômé de l'Ecole des Langues Orientales vivantes.

PRÉSIDENT : M. R. MAUNIER, professeur.

SUFFRAGANTS : M. C. PERREAU, professeur.

M. R. PICARD, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551507_0036

LE FOKON'OLONA

(Commune Malgache)

et les Conventions de Fokon'Olonana.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE FOKON'OLONA

(Commune Malgache)

et les Conventions de Fokon'olona

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Mars 1931

PAR

PIERRE DELTEIL

Breveté de l'Ecole Coloniale

Diplômé de l'Ecole des Langues Orientales vivantes.

PRÉSIDENT : M. R. MAUNIER, professeur.

SUFFRAGANTS : M. C. PERREAU, professeur.

M. R. PICARD, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1931

LE FORONOLONA

(ouvrage juridique)

et les Conventions de Foronolona

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A la mémoire de mon Père,

Le Docteur Jules Delteil (1865-1929)

A ma Mère,

A mes Frères et Sœurs.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR RENÉ MAUNIER,

qui nous a fait le très grand honneur d'accepter la présidence de cette thèse et de lui faire prendre place dans la revue de Sociologie juridique qu'il dirige. Il nous a apporté aussi l'aide très précieux de ses conseils.

A MONSIEUR LE GOUVERNEUR G. JULIEN,

qui, par son enseignement, a contribué à nous donner le goût des choses coloniales. Il nous a conseillé le sujet de cette thèse et c'est grâce à lui que nous pouvons donner ici le texte de nombreuses conventions de fokon'olona pleines d'intérêt pour ceux que préoccupe l'étude de l'âme et de la société malgaches.

Qu'il trouve ici un faible témoignage de notre respectueuse admiration et de notre reconnaissance.

INTRODUCTION

A une époque qu'il n'est pas possible de préciser, les Malgaches, issus de la race malayo-polynésienne, ont immigré dans la grande Ile, où ils se sont mélangés à un élément noir préexistant d'origine bantou.

Une fois fixés et relativement très isolés à Madagascar, les Malgaches ont évolué, poussés par le génie de leur race et par les nécessités de leur vie nouvelle.

Ils ont évolué dans leur genre de vie et dans leurs mœurs. Ces hardis marins qui, sur leurs pirogues à balancier, avaient traversé les océans, se fixent au sol et deviennent agriculteurs et pasteurs.

Ils évoluent dans leur langue : cette langue malayo-polynésienne s'enrichit dès l'occupation de l'île de mots bantou empruntés aux noirs subjugués. Mais, outre ces apports ainsi que ceux qui devaient survenir plus tard du fait des relations avec les Arabes, puis avec les Européens, la langue s'améliore et se perfectionne, notamment par l'introduction de la voix relative spécifiquement malgache qui permet une expression nuancée et souple de la pensée.

Ils évoluent aussi dans leurs institutions. La famille, cellule initiale de la société primitive, s'est ramifiée en de nombreuses familles qui restent pourtant unies entre elles par des liens de clan et de caste. Des villages se forment soit naturellement, soit sous les ordres d'un chef qui assigne aux diverses castes une part déterminée de terrains pour y bâtir et planter. Dans ces villages, il fallait un organisme qui réglât les rapports des habitants entre eux, une autorité qui fît respecter les coutumes ancestrales, c'est là qu'apparaît l'origine de l'institution du fokon'olona en pays merina.

La pensée forte d'un grand chef a réussi à donner un cadre à ces institutions encore mouvantes, à stabiliser un état social déjà évolué mais mal défini. Ce fut l'œuvre d'Andrianampoinimerina, contemporain de notre Révolution. Certes, il ne s'agissait pas encore de codification, mais le roi parlait dans des assemblées publiques et ses Kabary étaient fidèlement retenus par la mémoire exercée des savants qui, de génération en génération, se transmettaient oralement traditions et coutumes. C'était la loi vivante, « lalana velona ».

Mais bientôt, grâce à l'influence européenne qui commençait à se faire sentir très fortement en Imerina, et grâce à l'introduction de l'imprimerie et des caractères latins en 1820, les souverains successifs firent rédiger des codes qui furent publiés de 1828 à 1882 et auxquels il faut ajouter les règlements de Sakaizambohitra (1878) et celui des gouverneurs de l'Imerina (1889).

Ces documents qui contenaient certaines dispositions coutumières auxquelles venaient s'adjoindre des textes nouveaux inspirés par les Européens, les missionnaires surtout, n'entamaient point cependant la valeur législative de la coutume qui demeurait la source principale du droit merina.

Quand la France, par la loi du 6 Août 1896, prononça l'annexion de Madagascar, le gouvernement, dans son exposé des motifs, déclarait n'entendre porter en rien atteinte au statut individuel des indigènes, aux lois, aux usages et institutions locales. Cette promesse a été tenue, si l'on excepte la suppression de certains procédés ou certaines sanctions qui choquaient par trop nos conceptions humanitaires. Mais, dans son ensemble, l'appareil législatif indigène, droit écrit et droit purement traditionnel, a été maintenu en vigueur malgré quelques vicissitudes.

C'est ainsi qu'a survécu à la conquête et qu'a même été étendue par arrêts successifs à l'île tout entière, la plus intéressante de ces institutions, celle que nous nous proposons d'étudier ici, le fokon'olona. Mais cette institution ayant déjà fait l'objet de la thèse de Monsieur Laurent PAIN (Institution du Fokon'olona. Poitiers, 1910), nous insisterons particulièrement sur les conventions de fokon'olona ou fanekem-pokon'olona. Nous pourrions donner le texte de plusieurs de ces conventions grâce à Monsieur le Gouverneur JULIEN qui après nous avoir conseillé le sujet de cette thèse, nous a fait le très grand honneur de nous confier

ses traductions pleines d'intérêt pour ceux que préoccupe l'étude de l'âme et de la société malgâches.

Que Monsieur le Professeur René MAUNIER, qui a bien voulu accueillir ce travail dans la collection de sociologie juridique qu'il dirige et qui nous a apporté l'aide très précieux de ses conseils, trouve ici l'expression de notre grande reconnaissance.

Définition du Fokon'olona

Le fokon'olona remonte certainement très loin dans l'antiquité, fonctionnant, à l'origine, dans un cadre restreint, suivant un rite traditionnel, mais, ainsi que nous l'avons vu, ce n'est qu'avec Andrianampoinimerina qu'il se fixe et se précise et c'est à partir de cette époque seulement qu'on peut le suivre et l'étudier.

Le mot fokon'olona a deux sens. Il signifie d'abord : le village lui-même considéré dans son ensemble, le groupe du village. Il signifie aussi : chaque membre du village, pris isolément sans distinction d'âge ni de sexe. C'est dans ce sens que certains règlements emploient ce terme lorsqu'ils disposent que pour que tel ou tel acte soit valable, il faut la présence de deux ou plusieurs fokon'olona.

Pour M. CAHUZAC, le fokon'olona est, avant tout, une organisation municipale où, contrairement à ce qui se passe chez nous, tous les membres participent au même titre à l'administration sous la direction d'un chef de village ou mpiadidy.

Chaque membre s'engage à observer les us et coutumes religieusement conservés dans le village, à respecter, le cas échéant, les conventions du fokon'olona. En retour, il a droit à l'aide et à la protection de la communauté.

Par contre, s'il vient à manquer à un engagement, il sera expulsé de la communauté, sanction sévère surtout jadis, car elle comportait une sorte de mort civile : tous les actes juridiques de la vie privée (adoption, testament, etc), étaient désormais interdits au coupable, car, pour leur validité, l'intervention du fokon'olona était indispensable. Et ce qui était plus grave encore, la communauté lui refusait l'assistance mutuelle absolument nécessaire pour la culture des rizières, la construction de la maison et en cas de misère. Les autres fokon'olona lui étaient fermés, il était obligé d'errer dans des régions sauvages, à l'Est dans la forêt, ou à l'Ouest, sur des terres de parcours où vivaient des gens isolés ou en bande, les vorino, pillards et brigands.

Le mot fokon-tany indique la circonscription territoriale sur laquelle le fokon'olona exerce son activité. Chaque village constitue, en principe, un fokon-tany.

Composition du Fokon'olona

Le fokon'olona comprend l'ensemble des habitants du fokon-tany, de tout âge et de tout sexe, y compris les enfants. Il n'est pas nécessaire que

ces habitants soient très nombreux. Selon la conception ancienne, trois maisons suffisaient pour constituer un fokon'olona et un tribunal d'arbitrage.

Jadis, tous les membres de la communauté se réunissaient sous la direction des « Ray amandreny » (pères et mères), c'est-à-dire des anciens choisis par le fokon'olona. C'était un embryon du système électif. Dans ce milieu restreint, les individus se connaissaient tous et même étaient le plus souvent unis par des liens de parenté. Pour maintenir l'ordre et la tranquillité, on n'admettait dans un fokon'olona nouveau que ceux qui en avaient quitté un autre dans des conditions avouables. Celui qui accueillait chez lui un étranger était responsable, vis-à-vis de la communauté, de ses actes, de ses gestes et même de ses paroles. Mais, quand un voyageur honnête passait, le fokon'olona lui devait des aliments et le refuge.

Dans une société aussi unie, la solidarité était forcément poussée à un degré extrême. La tradition réglementait soigneusement l'assistance aux pauvres. Le fokon'olona ressemblait à une vaste famille vivant en bonne intelligence, où chacun avait le droit de se faire entendre et d'exposer ses désirs à l'assemblée, mais la tradition était la loi et devait être observée. De même, quand les habitants d'un fokon'olona avaient approuvé un pacte écrit ou verbal, dénommé fanekem-pokon'olona, ce pacte devenait la règle commune et nul ne pouvait en éluder les obligations, s'il voulait bénéficier des avantages qu'il procurait à chacun.

La collectivité disposait de sanctions pour mettre à la raison les récalcitrants : amendes en nature ou en argent, expulsion de la communauté ou « tosika ». Ce pouvoir allait même jusqu'à la peine de mort en cas de nécessité.

Le caractère archaïque de cette institution devait fatalement s'atténuer à mesure que s'étendait notre influence en Imerina et que les communications devenaient de plus en plus fréquentes. Et surtout le pouvoir central se fortifiant organisait, sur l'administration provinciale, un contrôle très effectif et retirait au fokon'olona certains pouvoirs par trop redoutables, tel que celui d'appliquer la peine de mort.

Néanmoins, les attributions du fokon'olona sont demeurées larges et extrêmement variées. Le décret du 9 Février 1902 les a consacrées en les précisant.

LIVRE I

Le Fokon'olona depuis Andrianampoinimerina jusqu'à la Conquête française

CHAPITRE PREMIER

Le Fokon'olona sous Andrianampoinimerina

Andrianampoinimerina ayant réalisé l'unité de la nation merina et étendu sa domination sur les populations voisines, partage l'Imerina en 6 tribus et en subdivisions de tribus. La tribu et ses subdivisions renferment une multitude de villages. Chacun forme un fokon'olona.

Andrianampoinimerina en fixe, pour la première fois les attributions précises au point de vue municipal et administratif et détermine sa compétence judiciaire.

§ I. — RÔLE MUNICIPAL ET ADMINISTRATIF

1° *Le fokon'olona est chargé de conserver et d'administrer les propriétés de la commune.*

A ce titre, il décide de la concession de terres en friche (tany lava volo : terre aux longues

herbes) à ceux qui voulaient les cultiver. Il veille aux travaux des hetra (rizières qui paient l'impôt du même nom) ; il répartit enfin les hetra entre les membres de la communauté.

Il doit empêcher la vente ou la donation à des personnes étrangères au fokon'olona, de terres concédées ou terres anciennes. C'était là, jadis, une prohibition absolue.

A ce propos, il est intéressant de rappeler que le souverain se reconnaissait un droit de propriété éminent sur le sol. L'attribution des lots soigneusement délimités aux 6 tribus par Andrianampoinimerina n'avait eu pour objet que de tracer, à chacune d'elles, sa sphère d'action, la région dans l'étendue de laquelle chacun de ses membres aurait la faculté de se créer un héritage par son travail.

2° *Le fokon'olona est chargé des travaux d'entretien des digues et canaux d'irrigation.*

La question de l'eau est primordiale dans tout pays de riziculture. Le grand roi avait fait exécuter des travaux hydrauliques qui font encore notre admiration. Le moindre filet d'eau était capté et canalisé. Les travaux d'entretien des digues et canaux d'irrigation étaient considérés comme corvées d'Etat. Le soin de l'entretien d'une digue était dévolu soit à la tribu toute entière, lorsqu'il s'agissait d'une digue principale dont bénéficiait une région toute entière, soit au fokon'olona lors-

qu'il s'agissait de digues secondaires pour un village. Il en était de même pour les canaux d'irrigation.

3° Le fokon'olona doit se consacrer aux travaux agricoles.

Une étude de M. GAUTHIER (notes d'histoire malgache) fait ressortir que si l'indigène a, à l'époque qui nous occupe, dans une certaine mesure le droit de disposer de la parcelle à lui dévolue, il n'en est cependant propriétaire qu'à la condition de la mettre en valeur. S'il ne se soumet pas à cette obligation, il encourt les peines les plus graves. Andrianampoinimerina avait dit : « Qu'on m'amène le paresseux, je me charge de lui ». Il avait même prévu le cas où un paysan chercherait une terre plus facile à bêcher en échangeant ou en vendant la sienne. « Ce sont des prétextes pour ne rien faire ; tous les champs de mon royaume se valent, les Merina sont des œufs qui ne doivent point changer de couveuse ; qu'on m'amène cet homme, je le ferai vendre comme esclave ».

Il ajoutait : « Ce ne sont pas seulement les chefs qui sont responsables, le fokon'olona l'est aussi. Le voisin doit dénoncer son voisin ».

On voit que ce prince, qui fut à la fois conquérant, législateur, ingénieur, était aussi un très sage administrateur. Dans ce pays, où les relations entre tribus étaient très peu fréquentes, il fallait, à tout prix, que chacune pût subvenir à ses besoins pour

éviter les famines. C'est pourquoi les fokon'olona devaient, sous leur responsabilité collective, assurer une production agricole suffisante.

4° *Le fokon'olona doit prêter son concours pour la construction des tombeaux et des maisons de la communauté.*

Andrianampoinimerina avait dit au sujet de la construction des maisons : « S'il s'agit de bâtir une maison, un homme seul ne peut en venir à bout, il faut que vous l'aidiez tous. L'ayant aidé à construire sa maison, vous exigerez de lui qu'il vous aide à construire la vôtre. S'il s'y refusait, jetez à terre sa maison qui est votre œuvre ». Il avait prescrit également l'entr'aide pour la construction des tombeaux qui ont une importance très grande dans ce pays où le culte des ancêtres est très en honneur.

5° *Le fokon'olona a dans ses attributions la police municipale et judiciaire.*

Il doit veiller au maintien du bon ordre et de la sûreté publique.

Depuis une époque très reculée, les fokon'olona ont eu l'obligation de dénoncer les malfaiteurs de profession. Si le fokon'olona n'avait pas réussi à amender le coupable par des moyens pacifiques, il devait le livrer à la justice du roi qui était généralement implacable.

De plus, le fokon'olona est responsable des objets perdus ou volés dans le village. Mais la coutume généreuse, grâce à une pratique curieuse, donnait au coupable la possibilité de restituer l'objet volé sans avoir à se dénoncer.

6° *Le fokon'olona est chargé de l'assistance et de l'inhumation des indigents.*

C'est là encore une manifestation de l'esprit de solidarité qui se manifestait très vif dans ces petites communautés très unies. Les vieillards et les infirmes étaient protégés, nourris. La mendicité était, de ce fait, inconnue à Madagascar.

De même, le fokol'olona veillait à la conservation des biens des absents. Quand un individu quittait le fokon'olona pour une raison jugée sérieuse par les ray aman-dreny, et si son absence se prolongeait, on faisait, à sa place, valoir son bien. On faisait sa récolte. Son riz était mis dans des silos. Mais, à charge de revanche, les récoltants prélevaient, sous le contrôle des ray aman-dreny, un nombre déterminé de mesures de riz, ce qui représentait le salaire.

§ II. — RÔLE JUDICIAIRE DU FOKON'OLONA

Là encore, Andrianampoinimerina avait reconnu et consacré la compétence traditionnelle des fokon'olona en matière judiciaire, en y admettant toutefois une exception. C'est qu'en effet, il avait donné aux membres de sa famille des fiefs ou

« vodivona » ; ceux-ci percevaient de leurs serfs « menakely », des redevances nommées « hadzia » et, de plus, ils avaient sur eux une compétence judiciaire en premier ressort, le roi statuant en appel. La juridiction du fokon'olona n'existait donc pas sur le territoire de ces fiefs.

Mais, sur les terres royales, le grand législateur de l'Imerina avait déclaré : « Les fokon'olona connaîtront de tous les litiges entre membres de leur communauté ». Dans un de ses kabary, il avait fixé les limites de leur action : « Quand un différend naîtra sur place, les voisins des deux parties, habitants des deux ou trois maisons les plus proches, pourront se constituer en tribunal et juger comme moi-même. Si l'arrêt du fokon'olona, jugeant en deuxième ressort, n'est pas accepté par les deux parties, l'affaire me sera soumise et c'est alors que je dépêcherai les « vadin-tany » auprès des intéressés pour qu'ils me les conduisent ».

Les « vadin-tany » étaient des intermédiaires entre le roi et le peuple. Ils étaient spécialement chargés de provoquer et de recueillir les dépositions des parties et des témoins pour les affaires litigieuses dans lesquelles l'intervention des fokon'olona n'avait pas donné le résultat désiré ; ils en référaient ensuite au roi. Autant que possible, ils devaient s'employer à concilier les parties ; s'ils parvenaient à ce résultat, ils réunissaient le fokon'olona qui tranchait le différend en sa qualité de tribunal de premier ressort. Si, au contraire, fokon'olona et vadin-tany voyaient rester vaines

leurs tentatives pour accorder les parties, ils abandonnaient l'affaire et la transmettaient à la justice du roi, « rianabe fanasana » où se fait la grande lessive.

La compétence du fokon'olona s'étendait à toutes les affaires ayant pour objet les rizières, les esclaves, les successions, l'argent, les bœufs, les plantations sur pied et jusques et y compris « le manioc cru » selon le désir du roi ; et aussi à tout ce qui concernait les partages de biens, les difficultés conjugales, les répudiations, l'adoption ou le rejet d'enfants, et, en général, à tout ce qu'on appelait les « adi madzinika » ou menues affaires courantes.

En résumé, le fokon'olona, comme juge conciliateur, connaissait de toutes les affaires civiles quelque fut leur importance. Comme juge du fond, il était compétent pour solutionner les affaires de minime valeur. Il connaissait encore, en matière pénale, des petites infractions qui seraient aujourd'hui de la compétence du tribunal de simple police, et qui étaient prévues dans les conventions de fokon'olona.

Mais il était incompetent pour juger les affaires criminelles qui étaient réservées au roi.

CHAPITRE II

Le fokon'olona de 1810 à l'annexion

Andrianampoinimerina mourut en 1810. Son œuvre si vaste était appelée à durer. Malgré ses 101 articles, le code de Ranavalona II de 1868 ne contient que des sanctions pénales déjà consacrées par la loi coutumière. Cette même Reine, sur les conseils de son premier ministre Rainilaiarivony, publie, le 14 Juillet 1878, le règlement qui institue le corps des Sakaizambohitra.

Dans ces deux textes, il n'est pour ainsi dire pas question d'administration. La loi coutumière continue seule à être en vigueur. Le code de 1868 sanctionne, dans ses grandes lignes, l'organisation judiciaire antérieure. Mais le règlement des Sakaizambohitra indique l'intervention obligatoire du fokon'olona :

- 1° Pour l'affranchissement d'un esclave, art. 73.
- 2° Pour le contrat de donation, art. 66.
- 3° Pour les locations ou ventes de propriété.

Solidement installé au pouvoir qu'il détenait depuis 1864, Rainilaiarivony, en créant les Sakai-zambohitra (amis des villages) avait eu surtout pour objet d'anéantir les institutions féodales et d'abaisser les nobles au profit de la roture dont il était issu. Ce but fut atteint, mais les Sakaizambohitra, fonctionnaires ignorants et cupides, recru-

tés parmi les anciens soldats, administrèrent mal le pays.

Pour remédier à cet état de choses, le Premier Ministre, ne voulant pas rétablir l'ancienne organisation féodale, eut l'idée de soumettre les « Antily », nouveau nom des Sakaizambohitra, à un haut contrôle comprenant des sortes de ministères auxquels ces fonctionnaires devaient soumettre toutes les questions même les moins complexes.

Une telle centralisation, surtout pour une administration encore jeune, entraîna un grand encombrement ; la solution des affaires les plus urgentes se faisait attendre, et les Antily ne recevaient plus les ordres et les instructions attendus.

Un bienfait devait pourtant résulter de ces modifications ; ce fut la promulgation et la codification des lois de 1881. Celles-ci déterminaient les attributions administratives et la compétence des Antily, en même temps qu'elles consacraient, pour la première fois, des règles coutumières en vigueur depuis des temps immémoriaux. De plus, le code de 1881 marque un progrès très net vers les idées humanitaires, et cela grâce à l'intelligence très ouverte de ce dictateur et à l'influence européenne.

La nouvelle organisation administrative de l'Imerina, centralisatrice à outrance, devait avoir après huit années de fonctionnement, des résultats assez inattendus. C'est, qu'en effet, Rainilaiarivony, préoccupé par les questions de politique extérieure

par suite des difficultés survenues avec la France, se désintéresse des questions administratives et montre une tendance très marquée à abandonner aux populations le soin de gérer elles-mêmes leurs intérêts. D'une centralisation excessive naissait l'autonomie des fokon'olona. Les Antily étaient désormais surveillés et dirigés par leurs administrés. Cette révolution pacifique prit naissance dans le sein même des fokon'olona qui, par la force des circonstances, furent amenés à substituer leur propre contrôle à celui devenu purement nominal des ministères de Tananarive. Ceux-ci n'étaient plus consultés qu'en cas d'absolue nécessité, par exemple en cas de conflit avec les Antily.

Rainilaiarivony laissa se développer ce mouvement et même le favorisa. Il vit, avec plaisir, les collectivités établir des mesures qu'elles s'engageaient à respecter et qui, prises pour la défense des intérêts communs, devaient amener les meilleurs résultats. C'est cette question que nous aurons à examiner plus loin en traitant des conventions de fokon'olona.

Depuis 1881, bien des changements s'étaient produits dans le personnel des Antily. L'autonomie très large du fokon'olona avait permis l'élimination de ces agents sans valeur et sans moralité. Désormais, les fokon'olona élisaient eux-mêmes leurs chefs. Le Premier Ministre n'apporta pas, à ce régime nouveau né spontanément du bon sens populaire, des modifications essentielles ; toutefois, soucieux du contrôle permanent du pouvoir cen-

tral sur les chefs élus, et dans le but de perfectionner le nouveau système, il changea le nom d'Antily en celui de « gouverneurs madinika », par opposition aux « gouverneurs » plus importants des provinces côtières.

Le nouveau régime administratif fut consacré le 19 Février 1889, dans une assemblée à laquelle assistaient les Ray aman-dreny et les Gouverneurs des quatre plus vieilles subdivisions politiques. Les nouveaux fonctionnaires sont institués « pour travailler au bien du royaume et au bonheur des habitants ». Le « règlement des Gouverneurs de l'Imerina » fixe leurs attributions et leurs devoirs.

Nous venons de voir par quelle curieuse évolution le fokon'olona était devenu autonome au point de vue municipal et administratif. Au contraire, l'œuvre législative de 1881 devait porter un coup fatal à ses attributions judiciaires. Jusque-là, celles-ci étaient restées telles que les avait fixées Andrinampoinimerina. Mais, en 1882, Ranavalo II, sous l'influence de Rainilaiarivony, créa des tribunaux officiels et choisit des juges parmi les fonctionnaires. Dès lors, les pouvoirs judiciaires du fokon'olona devinrent illusoires. Déjà, l'art. 250 du code 1881 avait disposé : le fokon'olona ne pourra plus connaître d'une affaire que sur la demande des parties et avec l'autorisation du gouvernement.

Toutefois, le fokon'olona restait juge des cas peu importants prévus par les conventions de

fokon'olona et qui, d'ailleurs, n'avaient trait qu'à des affaires d'intérêt purement local.

Il faut maintenant examiner comment les fokon'olona avaient été amenés à se fixer à eux-mêmes des règles de conduite que leurs membres s'engageaient à respecter sous peine de sanctions et quelles sont les circonstances qui favorisèrent le développement de ces conventions.

LIVRE II

Les Conventions de Fokon'olona ou Fanekem-Pokon'olona

CHAPITRE PREMIER

Leur origine

Les fokon'olona, ayant joui dès l'origine de prérogatives très étendues, ressentirent très vite la nécessité d'assurer eux-mêmes la police de leurs groupements, sans faire pour cela appel aux vadin-tany ni à l'intervention royale, surtout lorsqu'il s'agissait d'infractions dont la répression devait être prompte pour être efficace.

Le village était d'autant plus intéressé à atteindre ce résultat qu'il était responsable collectivement du bon ordre vis-à-vis du roi. De là, naquirent les conventions de fokon'olona qui reproduisaient d'une façon générale les ordonnances publiées verbalement par Andrianampoinimerina, relatives à la culture, aux travaux des rizières, à l'édification des tombeaux, aux funérailles, à l'assistance des malheureux, des vieillards et des orphelins. Pour assurer le respect de ces règlements, des sanctions

(amendes et quelquefois légères peines de prison) étaient prévues contre ceux qui viendraient à les enfreindre. Des cornes de zébu, placées aux portes du village, étaient le symbole de ces conventions.

Le chroniqueur des « Tantaran'ny Andriana » rapporte leur apparition de la façon suivante : « Quelqu'un de nos ancêtres tint un langage analogue à celui-ci : Il s'agit maintenant de nous entendre et de nous solidariser par des engagements réciproques et solennels que nous consacrerons en immolant un bœuf. Ces engagements permettront à l'ensemble de sévir immédiatement contre tout particulier coupable d'un délit de faible importance tel que vol de manioc, de poules ou autres volatiles, de moutons ou de bœufs, etc. Ces propositions ayant été approuvées par la majorité sur le taux des amendes à infliger aux coupables et qui furent le plus souvent d'un sikadzy pour les vols de manioc, etc..., d'une piastre pour celui d'une oie, d'une piastre et demie pour celui d'un mouton et de 10 piastres pour celui d'un bœuf, il était en outre entendu que ces amendes, d'un caractère tout familial, ne pourraient soustraire, en aucun cas, les délinquants à l'intégrale application des lois.

Les morceaux du bœuf immolé étaient répartis entre tous les habitants de chaque maison et le prix de l'animal payé au propriétaire qui en avait fait l'avance par des prélèvements effectués sur les amendes auxquelles devaient être astreints les délinquants conformément à la convention acceptée

de tous. Il était formellement interdit à quiconque, chef ou simple particulier, de s'interposer en faveur d'un contrevenant pour empêcher que la répression encourue et conforme aux termes de la convention ne lui fit appliquée. En pareil cas, le fokon'olona pouvait prononcer contre celui qui essayait d'en soustraire un autre aux pénalités prévues, une amende égale à celle encourue par le délinquant, à charge d'en référer au roi dont la volonté souvent proclamée était que les puissants ne devaient pas favoriser les mauvaises actions en empêchant leurs parents ou protégés d'être punis comme ils le méritaient.

Les membres du fokon'olona étaient parfois si nombreux que, du zébu immolé pour consacrer les termes de la charte commune, il ne revenait pas à chacun un morceau gros comme le pouce ; mais, en le mangeant, il s'agissait bien plus de communier dans les mêmes bonnes résolutions que de faire une repas ou de satisfaire la gourmandise.

Dans les villages importants, défendus par un fossé circulaire où on accédait par une « vavahady » ou porte fermée par une grande pierre obturante en forme de disque, on plaçait à l'entrée le crâne du zébu surmonté de ses deux cornes ; cela signifiait que quiconque pénétrait dans l'enceinte ou sur le territoire de ce fokon'olona, devait en respecter la charte « braquée telle le front d'un bœuf en courroux contre quiconque enfreindrait ses dispositions ».

Les agents royaux n'ont donc pas à s'occuper de

la police rurale et de celle des petites agglomérations. Les fokon'olona peuvent désormais l'assurer eux-mêmes. Leurs conventions ne tendent pas à se substituer à la loi, au contraire, elles la complètent, car celle-ci ne saurait tout prévoir.

Le fokon'olona, en présence d'un récidiviste incorrigible, proposait au roi sa mise à mort à titre d'exemple. Le roi, qui le plus souvent accueillait favorablement cette démarche, prescrivait que l'exécution eût lieu publiquement, un jour de marché, et qu'une proclamation en fit connaître le motif.

Les Tsimahafotsy d'Ambohimanga élaborèrent, sous le règne de Ranaivalo I^{er} (1828-61) une convention punissant les vols d'animaux domestiques, de manioc et jusqu'à la cueillette de simples feuillages alimentaires de valeur insignifiante. A cette occasion, un bœuf fut immolé selon la coutume et ses cornes furent fixées en haut du roc d'Ambatorangotina pour avertir les voleurs et tous les individus responsables de dommages causés aux cultures, soit en les foulant, soit en les laissant fouler par des animaux, qu'ils étaient passibles des dispositions du fanekem-pokon'olona.

Lors de l'établissement de cette convention, un chef d'Ambohimanga disait dans un kabary : « Nous allons nous mettre à l'œuvre ; nous allons, tant que nous sommes, nous dépenser sans compter, mais avant, immolons un bœuf de 10 piastres afin de bien sceller le pacte qui va nous unir notamment sur les points suivants :

1° Nul ne confiera la garde des animaux à un enfant incapable de compter dix objets, sans violer ses engagements.

2° En conséquence, faites aux enfants à qui vous aurez confié vos animaux la recommandation de ne pas les laisser brouter dans des propriétés particulières.

3° Etant donné que ces enfants seront conscients des dommages causés par leur négligence ou leur malveillance, c'est vous, leurs parents, qui en devrez réparation.

4° En ce cas vous serez tenus du versement de 10 piastres représentant la valeur du bœuf précédemment abattu ».

De même, dans les diverses fractions de la tribu des Mahafotsy, à côté des mesures prises pour la répression des délits, les conventions de fokon'olona comprirent des dispositions visant la protection des cultures vivrières contre les déprédations des animaux ou leurs divagations.

Nous allons voir quel développement considérable fut donné par la suite à ces conventions de fokon'olona et les grands services qu'elles étaient appelées à rendre.

CHAPITRE II

**Le développement des Conventions de Fokon'olona
jusqu'à la conquête française**

Après 1881, Rainilaiarivony obligé de porter son activité principalement sur la politique extérieure, avait donc laissé les fokon'olona prendre une indépendance assez grande dont ils faisaient d'ailleurs un excellent usage.

Certaines de ces collectivités en profitèrent pour élaborer des règlements que leurs membres s'engageaient à observer. Le premier ministre vit avec plaisir cette tendance se développer et même l'encouragea.

C'est ainsi que le 7 novembre 1884, lorsque les habitants d'Ambatofinandrahana vinrent soumettre à son approbation une sorte de contrat collectif qu'ils s'engageaient à respecter et qui devait assurer dans leur district le maintien de la sécurité et de l'ordre, il s'empressa de souscrire à cette proposition. Bien plus, il fit publier le texte à la *Gazette officielle*, disant qu'il constituait un « fandrosoana » (progrès). Il disait également la satisfaction qu'il éprouverait à voir cet exemple se généraliser. C'était bien favoriser l'administration du peuple par lui-même.

Cette première convention qui devait être imitée par la majorité des villages de l'Imerina, était des plus concises :

« Les habitants du district d'Ambatofinandrahana ont rédigé l'accord ci-dessous, dont les stipulations leur ont paru devoir profiter à tous.

2° Ceux convaincus d'avoir vendu de l'alcool se verront punis par la communauté (fokon-olona) d'une amende de 5 piastres ; leur alcool sera, en outre, répandu.

2° Ceux qui seront surpris à boire de l'alcool seront punis par le fokon-olona d'une amende d'un bœuf et d'une piastre.

3° Chaque chef doit répondre du village dans lequel il réside et s'il néglige de mettre les délinquants en état d'arrestation, c'est lui qui devra payer les amendes sus-visées ».

L'idée fit du chemin et le fanekem-pokon'olona publié le 8 mai 1885 pour la ville de Tananarive forme un véritable code avec 59 articles où les infractions de toute nature étaient prévues.

CHAPITRE III

Fanekem-pokon'olona de Tananarive et autres chartes

Bien que la charte de Tananarive figure déjà dans les « Institutions politiques et sociales » de M. JULIEN, ainsi que dans la thèse de M. L. PAIN, nous croyons nécessaire de la reproduire, car elle a servi de modèle aux conventions de fokon'olona ultérieures. Les textes qui suivront sont tous extraits de la collection de « *Gazety Malagasy* », publiée de 1882 à 1896 et qui était l'organe officiel du Gouvernement Malgache imprimé par ses ateliers, dans l'enceinte du palais de Manjakamiana. Ils ont été traduits et annotés par Monsieur le Gouverneur Julien.

Voici le texte de la charte de Tananarive :

1° Si l'un quelconque d'entre nous contrevient aux dispositions arrêtées ci-après, il sera livré comme délinquant à l'autorité gouvernementale.

2° Lorsqu'un officier, un aide de camp ou un soldat pénétrera sur le territoire de notre fokontany à son retour d'une garnison côtière, il faudra en aviser le ministre de la guerre. Celui d'entre nous qui, voyant le nouveau venu ou lui donnant asile, gardera le silence, sera puni d'une amende de cinq piastres (une piastre : 5 frs) et livré à l'autorité.

L'officier, soldat ou assimilé, titulaire d'une permission accordée par un gouverneur devra, dès l'expiration de son congé, être invité à regagner sa résidence ou sa garnison ; s'il s'y refuse, il sera conduit aux autorités militaires. Ceux qui, étant au courant de ces faits ou donnant l'hospitalité à des militaires de cette catégorie, ne les signaleront pas en temps voulu, c'est-à-dire dès le moment où ils devraient se mettre en route, seront punis d'une amende de cinq piastres et livrés eux-mêmes à l'autorité.

3° Nous tous, membres du fokon'olona, ferons de notre mieux afin de connaître et de retrouver les soldats réfractaires, soit qu'ils négligent de rejoindre leur garnison, qu'ils aient déserté le corps d'armée, abandonné un précédent domicile, ou qu'ils se dérobent aux manœuvres et exercices ; nous les livrerons ensuite aux autorités militaires. Ceux d'entre nous chez lesquels ces soldats se seront réfugiés et qui ne les conduiront pas au mpiadidy, seront punis d'une amende de vingt piastres et livrés eux-mêmes aux autorités. Quiconque ayant eu connaissance d'infractions ou d'irrégularités de cette nature ne les aura pas signalées ou n'aura pas procédé à l'arrestation des délinquants, sera puni d'une amende de cinq piastres et livré, lui aussi, aux autorités.

4° Quiconque, au moment où une alerte sera donnée par des appels ou par tout autre moyen n'accourra pas immédiatement pour prêter son concours, alors qu'aucun motif sérieux ne l'en

empêchait, sera puni d'une amende de cinq piastres.

5° Quiconque n'assistera pas à une assemblée du fokon'olona où il aura été convoqué, sans pouvoir fournir d'excuse plausible, versera la somme d'une piastre.

6° Ceux d'entre nous dont la conduite privée sera de nature à discréditer la communauté ou à lui nuire en constituant pour les autres membres un mauvais exemple, seront l'objet d'une réprimande après laquelle, s'ils ne s'amendent pas, leurs actes seront dénoncés publiquement afin qu'il soit statué sur leur cas.

7° Si des personnes adultes en insultent d'autres, profèrent des jurements, des paroles inconvenantes ou ordurières, elles seront punies d'une amende d'une piastre ; si les auteurs de ces délits sont des enfants, ils seront châtiés corporellement et admonestés en présence du mpiadidy.

8° Les personnes qui excitent des bœufs en se cramponnant à leurs cornes pour faire une inutile parade de leur force et de leur agilité, seront punies chacune d'une amende d'une piastre, et si elles ne la peuvent payer en entier, frappées à raison de dix coups par autant de voamena (vingt centimes) manquant pour faire la piastre.

9° Si des personnes gardent chez elles des malades que la loi les oblige à isoler tels que lépreux et varioleux, ou que les médecins ont déclaré atteints d'affections contagieuses, elles seront punies d'une piastre d'amende et conduites au gouvernement, les malades seront évacués.

10° Si des individus demeurent inoccupés, restent debout ou assis, se réunissant par groupes suspects et ayant des allures louches éveillant les soupçons des honnêtes gens, qu'on les arrête et les livre au gouvernement.

11° Si, après que le coup de canon du couvre-feu, une personne est dans l'obligation de circuler au dehors pour une affaire urgente telle que la recherche d'un médecin ou d'une sage-femme dans un fokon-tany voisin, elle devra faire appel soit à un « antily » soit à un « mpiambina » (veilleur de nuit) qui la conduira jusqu'à destination.

12° Si des personnes reçoivent chez elles des étrangers sans en informer le mpiadidy ou les habitants du voisinage, elles seront punies d'autant de fois deux sikadzy (un sikadzy : 0 fr. 60) qu'il y aura d'étrangers chez elles. Si, ayant signalé à leurs voisins la présence de ces étrangers, ceux-là en raison de leurs soupçons, refusent de les tolérer dans le fokon-tany, les hôtes qui, au lieu de les renvoyer, continueraient à les loger, seront passibles d'une amende d'une piastre par étranger, lesquels seront immédiatement garrottés comme suspects.

13° Quiconque, parmi nous, sera appelé par ses affaires hors du fokon-tany et devra y passer la nuit, en informera soit le mpiadidy, soit ses voisins immédiats.

14° Quand il se produira, parmi nous, soit une naissance, soit un décès, l'événement sera porté à la connaissance du mpiadidy, lequel rappellera

aux intéressés qu'ils ont un acte à faire dresser au gouvernement.

15° Tout propriétaire de maison donnée en location, devra en informer le mpiadidy, afin qu'une taxe de eranambatry par piastre soit, en sus du droit perçu au profit de l'Etat, prélevée au moment du versement du terme.

16° Les arbres ne peuvent être détruits à moins qu'on ne dise au mpiadidy la raison pour laquelle on les abat. Faute de remplir cette formalité, ceux qui détruiront des arbres seront punis d'une amende de 3 eranambatry par pied abattu.

17° Ceux qui accueilleront chez eux des esclaves ou les recèleront sans en aviser le mpiadidy pour qu'il les signale aux propriétaires intéressés, seront punis d'une amende d'autant de fois un sikadzy que les fugitifs auront passé de journées dans leur domicile ; les coupables seront livrés au gouvernement.

18° Ceux qui seront pris en flagrant délit d'adultère seront punis d'une amende de deux piastres chacun, nonobstant celles qu'ils devront payer à l'Etat. Les deux complices devront, en outre, être conduits au gouvernement pour être jugés selon la loi.

19° Si, au cours d'un incendie, des gens sont surpris se démenant pour feindre de participer aux secours, mais en réalité pour dérober les effets mobiliers des sinistrés, non seulement ils devront payer une piastre d'amende, mais encore restituer les objets volés pour être livrés ensuite comme voleurs au gouvernement.

20° Si des maisons sont laissées inhabitées, les propriétaires seront interrogés sur les causes de cet abandon. Si des motifs plausibles ne sont pas fournis, le mpiadidy avisera aux mesures à prendre.

21° Les membres du fokon'olona sont collectivement responsables du bon entretien des petits chemins et sentiers (sakelî-dalana).

22° Quiconque souillera ou encombrera le terrain ou la cour d'autrui, sera invité à remettre les lieux en bon état de propreté, et devra verser une amende de 3 eranambatry ; il sera ensuite conduit au gouvernement.

23° Quiconque n'assurera pas le bon entretien de sa cour ou de son emplacement sera invité à les nettoyer et versera, en outre, la somme de trois eranambatry.

24° Celui d'entre nous qui vendra un terrain situé sur le territoire de notre fokon-tany, devra verser, à la conclusion du marché, la somme de varidimiventy par piastre sur le prix de vente.

25° Si l'un quelconque d'entre nous, habitants du même fokon-tanny, vient à mourir qu'il soit un de nos ascendants ou l'un de nos descendants à partir de l'âge de un an, nous devons verser chacun, au mpiadidy, la somme de six eranambatry, à titre de « levenana ». Quand aux obsèques, c'est à vous tous, membres de la communauté, qu'il appartiendra de les organiser et célébrer.

26° Si un membre de notre communauté célèbre une réjouissance familiale, telle que naissance

ou mariage et qu'il en ait informé le mpiadidy, la somme de trois eranambatry est fixée aux autres comme offrande de « tso-drano » (souhaits de bonheur) et de « fiarahabana » (félicitations).

27° Si des membres du fokon'olona sont désignés pour une résidence lointaine ou envoyés soit en garnison, soit en expédition, les autres membres lui devront l'offrande tso-drano.

28° Si l'un de nous était reconnu indigent ou malade et dans l'impossibilité de se faire soigner ou que, décédé, il soit dépourvu de linceuls pour envelopper sa dépouille, le fait sera porté à la connaissance du fokon'olona qui avisera aux mesures à prendre.

29° Si des personnes adoptent, rejettent des enfants ou procèdent à des partages, elles doivent en informer le mpiadidy. Celles qui font testament et désirent en confier au fokon'olona une copie conforme à l'original déposé aux archives du gouvernement, elles le peuvent moyennant de verser six eranambatry.

30° Si des personnes sont convaincues d'avoir facilité la fuite à des contrevenants aux lois du royaume ou conventions de fokon'olona, elles paieront d'abord une piastre par individu relaxé et seront ensuite livrées au gouvernement.

31° Si un immeuble s'effondre sur la voie publique ou sur le terrain d'un particulier, le propriétaire sera invité à reprendre ses pierres et matériaux et à débarrasser la voie publique ou le terrain particulier de la boue et des débris

pouvant les encombrer ; si l'intéressé ne procède pas à leur enlèvement, le propriétaire voisin pourra, après avis donné au mpiadidy, relever les dits matériaux qui deviendront sa propriété.

32° Si des personnes pratiquent l'escroquerie ou le chantage (mitoroka) ou qu'elles facilitent la venue ou l'établissement sur le territoire du fokon-tany d'individus coutumiers de ces délits, elles seront punies d'une amende de cinq piastres et les délinquants livrés au gouvernement.

33° Si, par le moyen de faux en écritures et usage de faux (hala-tsonia) en se disant mandataires d'autres personnes, des individus s'emparent, arbitrairement, d'effets mobiliers, garrottent des particuliers, délivrent des détenus ou commettent des actes délictueux quelconques, on devra les mettre en état d'arrestation, leur faire payer la somme de cinq piastres (nonobstant toute autre amende que le gouvernement pourra leur infliger) et les livrer ensuite à l'autorité.

34° Si des personnes s'arrogent un pouvoir ou des droits qu'elles n'ont pas (mirehareha), en maltraitent d'autres ou les blessent, causent des déprédations à la propriété d'autrui, elles devront verser une piastre et indemniser les propriétaires lésés, puis être livrées au gouvernement.

35° Quiconque se fera l'écho de faux bruits ou propagera des rumeurs de nature à annihiler les dispositions de la présente convention, sera puni d'une amende de cinq piastres.

36° Quiconque excitera un enfant à la débauche

sera puni d'une amende d'une piastre par enfant détourné de la bonne voie.

37° Quiconque se livrera, le dimanche, à un travail manuel sera puni d'une amende d'un voamena.

38° Si des personnes privent de moyens d'existence leurs père et mère indigents, elles seront invitées à s'acquitter de leur devoir. En cas de refus, elles seront punies d'une amende de trois piastres et le tiers de leurs biens sera saisi pour être affecté à l'entretien des parents délaissés.

39° Quiconque proférera contre ses père et mère des paroles irrespectueuses sera puni d'une piastre d'amende.

40° Si une personne, réputée sans fortune, ne travaille pas ou ne se livre à aucun commerce lui assurant des moyens d'existence, le fokon'olona aura le droit de lui assigner une tâche pour lui faire gagner un salaire.

41° Quiconque détournera une autre personne de ses devoirs sera puni d'une piastre d'amende.

42° Si deux propriétaires de biens contigus, dont l'un est en contre-bas de l'autre, ont un différend né de la situation de leurs fonds respectifs, le fokon'olona se réunira pour le trancher au mieux des intérêts de chacun.

43° Si, à l'occasion d'ordres émanés de l'autorité et relatifs soit au recrutement ou à la mise des enfants à l'école, à la levée d'un contingent de travailleurs ou à toute autre question de ce genre,

les fils des riches et des puissants ne sont pas inquiétés par les chefs qui devraient les réquisitionner, ou s'ils sont retenus par leurs parents influents, les coupables seront, des deux côtés, punis d'une amende de cinq piastres ; chefs et parents seront, en outre, livrés au gouvernement.

44° Il est défendu d'organiser des combats d'animaux ou de maltraiter ces mêmes animaux sous peine d'une amende de quatre sikadzy et d'être livré au gouvernement.

45° Quiconque s'acharnera après une personne pour l'entraîner dans l'accomplissement d'un mauvais dessein sera puni d'une amende de quatre sikadzy.

46° Des personnes jouant, si celle qui a perdu se refuse à désintéresser le gagnant, sa créance ne pourra faire l'objet d'aucune poursuite régulière.

47° Celui d'entre nous pris fumant du chanvre sur le territoire de notre fokon-tany sera puni d'une amende d'une piastre et livré au gouvernement. La moitié de l'amende appartiendra au dénonciateur et l'autre moitié au fokon'olona.

48° Quiconque sera pris vendant du chanvre destiné à être fumé sera puni d'une piastre d'amende dont le tiers appartiendra au dénonciateur. Le reste de l'amende sera versé au fokon'olona et le coupable livré au gouvernement.

49° S'il est parmi nous qui vendent, colportent ou introduisent de l'alcool sur le territoire de notre fokon-tany, ils seront punis d'une amende de cinq piastres nonobstant celle qui leur sera infligée.

gée par le gouvernement ; le tiers de cette somme appartiendra au dénonciateur et le coupable sera livré au gouvernement.

50° Si l'on soupçonne que dans une maison des personnes se livrent à la distillation de l'alcool ou à des actes contraires aux lois du royaume ou à la convention de fokon'olona, le mpiadidy et les membres du fokon'olona auront le droit de procéder à une perquisition. Ceux qui s'y opposeraient s'exposeront à payer trois piastres d'amende, nonobstant toute autre amende encourue du même fait et seront en outre livrés au gouvernement.

51° Quiconque sera surpris en état d'ivresse manifeste sera puni d'une amende d'une piastre sans préjudice de celle qui lui sera infligée par le gouvernement auquel il devra être déféré.

52° Quiconque pris en contravention avec les dispositions de la présente charte ne versera pas l'amende qu'il a encourue, s'exposera à ce que le montant en soit prélevé sur l'ensemble de ses biens. Les insolubles seront livrés au gouvernement.

Si les habitants du fokon'olona reconnaissent que des dispositions nouvelles pourraient, dans l'intérêt commun, être ajoutées aux présentes, ils le feront connaître à leur mpiadidy, lequel convoquera tous les autres mpiadidy afin de discuter avec eux la valeur et l'opportunité de la mesure proposée. Au cas où les divers mpiadidy tomberaient d'accord sur son adoption, ils ne devraient

pas moins chacun en référer à son fokon'olona respectif.

Si d'autre part, un fokon'olona estime qu'une des présentes dispositions lui est préjudiciable, le mpiadidy de ce fokon'olona devra s'entendre avec ses collègues des autres fokon'olona afin d'aviser aux moyens de concilier tous les intérêts en jeu.

Toutes les sommes prévues comme amendes aux articles ci-dessus appartiennent en toute propriété aux fokon'olona et n'ont rien de commun avec les impôts et taxes dûs à l'Etat.

A cette convention sont annexés sept articles sous le titre :

Des Mpiadidy

Leurs obligations.

1° Lorsqu'un mpiadidy ne s'acquittera pas des devoirs de sa charge ou qu'il sera pris en contravention avec les dispositions de la convention de fokon'olona, celui-ci décidera s'il doit prononcer sa révocation ou lui infliger une amende dont le montant ne pourra dépasser cinq piastres.

2° Si des mpiadidy à la suite d'une faute, négligence ou infraction sont frappés d'une amende par le gouvernement ou expulsés par les communautés religieuses dont ils faisaient partie, les fokon'olona choisiront d'autres mpiadidy pour les remplacer.

3° Les mpiadidy manquant d'activité ou dont la conduite laissera à désirer seront remplacés et

les membres du fokon'olona se concerteront, si c'est nécessaire, sur les mesures de rigueur à prendre contre eux ; si des individus contreviennent aux dispositions des conventions des fokon'olona et que par respect humain ou manque d'équité les mpiadidy négligent de procéder à leur arrestation et de se conformer par conséquent à leurs obligations professionnelles alors qu'ils seront témoins ou auront eu connaissance des infractions commises, ils seront tenus pour complices des délinquants et livrés au gouvernement.

4° Les mpiadidy ont qualité pour réunir chez eux, comme ils le jugeront convenable, les membres du fokon'olona soit pour surseoir à une affaire qu'il n'y a pas lieu de poursuivre soit pour se concerter en vue de son exécution.

5° Tout contrevenant aux dispositions de la convention des fokon'olona pourra être astreint par le mpiadidy au paiement d'une amende ; si le contrevenant oppose de la mauvaise volonté et se refuse à verser l'amende, le fokon'olona sera convoqué et si en présence de l'intéressé il est établi que l'amende infligée par le mpiadidy est juste et conforme à la convention de la collectivité, elle sera portée au double de son taux primitif.

6° Les individus convaincus d'avoir violé les lois du royaume ne pourront être livrés secrètement au gouvernement par les mpiadidy. Ceux-ci devront toujours requérir à cet effet l'assistance du fokon'olona.

7° Les nouveaux membres qui viennent gros-

sir le fokon'olona, ceux qui le quittent, les jeunes gens fondant un foyer sous un toit nouveau devront, de même que tous les changements ou mouvements qui se produisent dans l'occupation des maisons par leurs habitants, faire l'objet d'un contrôle spécial.

Vingt-deux quartiers de Tananarive constituant les divers fokon'olona avaient adhéré à la convention ci-dessus.

Un avis officiel paru dans le n° 52 de la « Ny Gazety Malagazy », à la date du 26 avril 1885, signalait que dans les six districts de l'Imerina des quantités de fokon'olona reconnaissant la sagesse des prescriptions édictées par les habitants de la capitale, les avaient purement et simplement adoptées. Un quartier de Tananarive resté hésitant, celui d'Ambatovinaky (côté nord du chemin), donnait en même temps son adhésion à la charte ainsi que les fokon'olona d'Avaratr'Asabotsy, de Mandrarahody, d'Ifody, de Manakana, et d'Ambahiberango, de la région dite d'Ambodinan-gavo et ceux de Fiantsoana Miaramanjaka, district du Vonizongo.

Indépendamment des dispositions qui précèdent, les fokon'olona des localités énumérées ci-après, adoptèrent les articles suivants inspirés par des nécessités d'ordre local et des circonstances particulières : Ambohiboandzo et Tsarazofy ; Ambahidzatovo (Tananarive) ; Ampany (et environs) ; Antokotanitsara (et environs) ; Ambohitritankady ; Ambazaha ; Ambohitra et An-

driampidy ; Fidasiana ; Ambatobe ; Ambohidzina ; Andriamanalina ; Ankazomenavony ; Andranovelona ; Ambohitrinilahy ; Ambodiriana ; Atsimon'Ambohimalaza ; Antanisisaka ; Ankarenana ; Ankadivoribe ; Ambohinome ; Antsahamanga ; Ankadintsukatra ; Ambohidzanaka ; Mamory ; Antseva ; Andohavato ; Ambalamanga ; Ambohitrimo ; Anosibe ; Ambohinaivo ; Antso-rokahitra.

1° Si un individu pratique clandestinement la polygamie et que la preuve de sa culpabilité soit acquise, on lui fera verser la somme de cinq piastres au profit du fokon'olona avant d'être livré au gouvernement.

2° Si des hommes renvoient leurs femmes légitimes ou vivent en concubinage, on leur fera verser la somme de quatre piastres au profit du fokon'olona et ils seront livrés au gouvernement.

3° Si des enfants inscrits comme élèves d'une école font preuve de mauvaise volonté à fréquenter la classe, leurs parents devront verser au fokon'olona la somme d'une piastre et les enfants seront, d'office, conduits à l'instituteur.

4° Si des propriétaires laissent errer leurs porcs à l'aventure ainsi que des bêtes sauvages, ceux qui rencontreront ces animaux pourront les abattre ; la tête leur appartiendra.

5° Tout individu convaincu d'avoir fabriqué des amulettes et sortilèges ou d'en faire usage, tout individu convaincu de se livrer aux pratiques divinatoires du Sikidy sera astreint à verser au

fokon'olona la somme de deux piastres et livré ensuite au gouvernement.

6° Si une digue nécessite une réparation ou qu'une brèche, pouvant compromettre les récoltes, vienne à se produire, les personnes qui, sans excuse valable, se refuseront à prêter leur concours aux travaux ou secours organisés, verseront la somme de un sikadzy au profit du fokon'olona.

7° Quiconque volera un esclave versera une somme de cinq piastres au profit du fokon'olona et sera, en outre, livré au gouvernement.

8° Quiconque volera des bœufs devra verser la somme d'une piastre par animal volé au profit du fokon'olona.

9° Quiconque volera des animaux domestiques ou de basse-cour tels que moutons, oies, dindons, canards et poules, devra verser une somme de un sikadzy par mouton, de voamena par oie, dindon ou canard et de ilavoamena par poule au profit du fokon'olona. La valeur des animaux volés devra en outre être remboursée à leurs propriétaires et les voleurs livrés au gouvernement.

Toutes les sommes perçues en application des articles qui précèdent auront l'affectation suivante : un tiers constituera les honoraires du mpiadidy et les deux tiers restants seront restitués aux fokon'olona lesquels n'ont rien à verser au mpiadidy.

La liste des localités que nous avons citées comme ayant passé des conventions n'était pas close. Les villages les plus éloignés veulent aussi

leurs mpiadidy et leurs fanekem-pokon'olona. Le n° 54 de la « Gazety Malagasy » publie, le 25 Juillet, que le fokon'olona de Tsindzoarivo (au sud d'Ambohipiara) a choisi ses mpiadidy et a adopté la convention des habitants de Tananarive, sauf en ce qui concerne les articles 2, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 29, 30, 34, 38, 39, 41, 42, 44, 45. Les articles ci-après les ont remplacés :

1° On (1) travaillera pour le compte des femmes et des enfants des soldats partis en expédition n'ayant pas les moyens de se procurer des travailleurs. (Il s'agit de la mise en culture des rizières et autres champs de culture).

2° Les femmes et les enfants des soldats partis en expédition seront assistés par les membres du fokon'olona chaque fois qu'il sera nécessaire de les tirer d'embarras.

3° Si une digue vient à se rompre, les membres du fokon'olona qui s'abstiendront, sans motif plausible, d'apporter leur aide à l'organisation des secours, seront individuellement astreints à verser une somme de quatre sikadzy.

A la même date, la convention des fokon'olona de Maharidaza, Ambatovory, Ambohitravao, Antantely, Antanetievo, Ankadivory, Ampamaho, Nandihizana et Ambolasambo était officiellement promulguée. En voici le texte :

(1) L'ensemble de la communauté.

1° Tout individu qui ne fera pas pour son propre compte, à chaque saison, le travail de six journaliers au minimum, sera puni d'une amende d'une piastre au profit du fokon'olona et cela chaque fois qu'il laissera passer une période de travaux culturels.

2° Si un soldat déserteur vient sur le territoire de notre fokon-tany, le propriétaire de la case dans laquelle il se sera réfugié qu'il soit ou non parent sera puni de 5 piastres d'amende au profit du fokon'olona et le déserteur livré au gouvernement (1).

3° Quiconque entretiendra des rapports avec des individus suspects ou couvrira de sa protection des gens dangereux, sera puni d'une amende d'une piastre et demie, au profit du fokon'olona et poursuivi comme complice des malfaiteurs.

4° Qu'il y ait ou non alerte générale, ceux qui négligeront de se rendre à l'appel lancé aux membres du fokon'olona, alors qu'ils seront présents à leur domicile, seront punis d'une amende de venty au profit du fokon'olona.

5° Quiconque restaurera le culte des Sampy (idoles) ou celui des Vazimba dans les limites de notre fokon-tany sera puni d'une amende de trois piastres au profit du fokon'olona et sera, en outre, livré au gouvernement.

6° Quiconque se refusera à participer aux répa-

(1) A ce moment, Madagascar était en guerre avec la France et les déserteurs étaient nombreux.

rations de digues rompues ou bouchera les prises d'eau servant à l'irrigation des cultures, sera puni d'une amende d'autant de fois une piastre qu'il y aura de cases d'habitants lésés ; l'écoulement normal des eaux dans les canaux d'irrigation sera en outre rétabli.

7° Quiconque favorisera l'introduction ou l'usage de l'alcool sur le territoire de ce fokon-tany sera puni d'une amende de deux piastres au profit du fokon'olona et livré au gouvernement.

8° Si des personnes s'occupent le dimanche à des travaux, elles seront chacune passibles d'un sikadzy d'amende au profit du fokon'olona.

9° Quiconque méconnaîtra l'autorité des chefs à l'occasion soit d'une affaire d'intérêt général, soit d'une affaire d'intérêt local, sera puni d'une demi-piastre d'amende au profit du fokon'olona.

10° Quiconque laissera ses animaux, bœufs, moutons ou volatiles, divaguer dans les cultures des particuliers sera frappé, au profit du fokon'olona, d'une amende de deux sikadzy pour chaque bœuf, sikadzy pour chaque mouton et lasiray pour chaque volatile.

11° Quiconque coupera du riz encore vert (1) pour le donner en pâture aux bœufs, sera puni d'un franc cinquante d'amende au profit du

(1) Les champs n'étant gardés qu'à l'époque des moissons, c'eût été faciliter les vols de récoltes sur pied que de permettre même aux propriétaires de couper le riz encore vert.

fokon'olona, autant de fois qu'il aura commis l'infraction.

12° Si des gens abattent des bœufs dans des endroits cachés, ils seront livrés au gouvernement sous l'inculpation d'avoir violé la loi. (1)

13° Quiconque, n'ayant pas qualité de magistrat, interviendra dans des poursuites en revendications de biens pour les trancher, sera livré au gouvernement, sous l'inculpation de mitsara halatra. (2)

14° Quant à celui qui, abusant de son influence, réglera les litiges de ses proches et leur donnera gain de cause là où il condamnerait des indifférents, le fokon'olona, témoin de ces actes iniques, devra l'arrêter et le livrer au gouvernement sous l'inculpation de manamarina ny meloka (3), après l'avoir astreint au paiement d'une amende de trois piastres.

15° Tout individu qui, sans moyens d'existence, restera oisif, sera livré au gouvernement et celui qui l'aura toléré chez lui puni d'une amende de trois piastres au profit du fokon'olona.

16° Si des personnes négligent de tenir leurs cours ou emplacements dans un bon état de propreté, qu'elles se refusent à l'appel qui leur en sera fait de participer aux travaux de voirie ou qu'elles aient souillé la voie publique, elles seront punies d'une demi-piastre d'amende.

(1) Voir l'art. 72 du Code de 1881 sur ce même sujet.

(2) Litt jugement de vols.

(3) Litt innocenter les coupables.

17° Le tiers de toutes les amendes prévues aux précédents articles appartiendra aux dénonciateurs, si leurs dires sont prouvés ; quant aux personnes qui, témoins d'infractions à ces dispositions, n'en dénonceront pas les auteurs, soit à la population, soit au mpiadidy, elles seront tenues pour complices des délinquants et punies de la même amende.

Dans un article paru sous le titre désormais consacré de Fandrosoana (progrès), le 7 Août 1885, le Gouvernement malgache enregistre le progrès que continue de réaliser l'idée du groupement et de la solidarité des fokon'olona, mais il regrette que dans leurs conventions, les populations aient par trop négligé les questions de propreté et d'hygiène. Il engage les sujets à réagir et à observer le plus rigoureusement possible les précautions d'isolement qui, en temps d'épidémies, peuvent amener rapidement une amélioration de la santé publique.

Le même article loue certains fokon'olona de l'autorité réelle qu'ils ont su donner à leur mpiadidy par la discipline dont tous les membres font preuve chaque fois qu'il s'agit pour eux de se conformer aux termes de la convention. Il blâme par contre certains groupes qui paraissent ne pas prendre au sérieux les chefs qu'ils ont acceptés comme mpiadidy et leur rendent impossible, de ce fait, l'accomplissement de leurs fonctions.

A de légères différences près, les fokon'olona du Marovatana ont adopté la convention des habitants de Tananarive. Les localités régulièrement

organisées sont : Antambolo, Anosibe, Andranonamboa, Ambohitrinibe, Ambohikely, Morarano, Ambohitraivo, Ambohitsiroa, Ambohiniana, Ambohipiaro, Ampihoarana, Antamboho et Angavo.

Quelques-uns des hameaux en dépendant ont adopté, en outre, les dispositions de la convention qui précède des habitants d'Antanifisaka. Ce sont : Antanamalaza, Ambohadratovo, Antanetibe, Ambohitra, Ambohiboahangy, Antanetilava, Manankasina et environs, Amboniriana et environs, etc...

Les cent cinquante membres du fokon'olona de Sahamadio (Fisakana-Vakinankaratra) se sont partagés en deux groupes ayant chacun quatre mpiadidy mais régis par la même convention ci-après. La lecture de ce texte permettra de constater qu'ici la préoccupation dominante est la conservation des troupeaux et la guerre aux voleurs de bestiaux. C'est, qu'en effet, on se trouve ici sur les pentes du massif de l'Ankaratra, propices à l'élevage.

1° Quand, dans notre fokon-tany, un individu sera pris poussant des bœufs devant lui et qu'aux questions qui lui seront posées, il fera des réponses dilatoires, on le conduira au fokon'olona qui le gardera à vue, lui et ses bœufs, pendant quatre jours ; si, passé ce délai, aucune réclamation ne s'est élevée au sujet des animaux, on le laissera reprendre sa route, sinon on exercera contre lui les mesures prévues par la loi. Toute personne qui, témoin de faits de cette nature, n'en aura pas

informé le mpiadidy, sera punie d'une amende d'une demi-piastre ; si c'est le mpiadidy qui, en ayant été témoin ou en ayant été avisé, aura négligé de convoquer le fokon'olona, il sera puni d'une amende de six sikadzy ; les membres du fokon'olona qui auraient, en pareille circonstance, négligé d'accourir à l'appel du mpiadidy, payeront cinq sikadzy au profit de la communauté, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils étaient absents, auquel cas ils doivent préciser l'endroit où ils étaient allés.

2° Si un bœuf vient à s'égarer, les membres du fokon'olona devront se mettre à sa recherche ; ceux qui, étant présents à leur domicile, négligeront de se joindre aux autres, seront punis d'une amende de deux sikadzy ; quant aux absents, on s'efforcera de savoir où ils étaient allés. Si le propriétaire du bœuf égaré ne porte pas le fait à la connaissance du mpiadidy, il sera puni d'une amende de deux piastres ; quant au mpiadidy, si c'est lui qui néglige d'en informer le fokon'olona, il versera, au profit de celui-ci, une amende de deux piastres et deux sikadzy.

3° Si une personne est subitement en possession de bœufs sans qu'on voie quel commerce ou quels produits ont pu lui permettre de se les procurer, le fokon'olona devra s'enquérir de l'origine de ces animaux. Si les proches voisins ou les témoins de cette richesse spontanée négligent de la signaler au mpiadidy, ils seront punis chacun d'une amende d'une piastre ; quant au mpiadidy, si c'est lui qui, étant le premier au courant, omet d'aviser le

fokon'olona, il sera puni d'une amende de deux piastres et demie au profit de ce dernier.

4° Lorsqu'un animal de la valeur d'un porc ou de valeur moindre, sera égaré et qu'on aura lieu de penser qu'il a été volé, tous les membres du fokon'olona devront s'employer à le rechercher ; ceux qui, étant présents à leur domicile, s'abstiendront de participer aux recherches, seront punis d'une amende de un sikadzy ; quant aux absents, le fokon'olona devra s'enquérir du lieu et du motif de leur déplacement. Le propriétaire d'un animal disparu, qui n'avisera pas le mpiadidy, sera puni d'une amende de deux sikadzy ; si, au contraire, c'est le mpiadidy qui néglige de porter le fait à la connaissance du fokon'olona, il devra verser une amende de trois sikadzy au profit de celui-ci.

5° Si des habitants sont victimes d'un incendie ou d'une effraction nocturne de la part de malfaiteurs (1) et, qu'à leurs appels, aucun des voisins ne leur porte secours, ceux-ci seront passibles chacun d'une amende de trois piastres ; les personnes qui, ayant entendu ces appels, ne les auront pas immédiatement répétés pour donner l'alerte, devront verser chacune une piastre et demie d'amende. D'autre part, les faits et gestes de ceux qui se seront abstenus de porter secours, qu'ils aient été ou non frappés d'une amende, feront l'objet d'une enquête spéciale afin de découvrir les

(1) *Hadin'olom-bodi-rindrina* : vol par effraction consistant à pénétrer dans une maison en pratiquant un trou au travers ou en-dessous des murs.

motifs réels de leur abstention et savoir où les absents se trouvaient au moment du sinistre ou de l'attaque nocturne. Ceux qui ne pourront fournir un alibi acceptable, seront présumés coupables et conduits, de ce chef, au gouvernement ; les membres du fokon'olona qui, désignés pour les conduire, s'y refuseraient, seraient, eux-mêmes, passibles d'une amende de deux piastres au profit de la communauté.

6° Si une digue vient à se rompre et que l'alarme en soit donnée par un feu allumé, toutes les personnes présentes à leur domicile qui n'accourront pas pour participer aux secours, seront passibles d'une amende de deux sikadzy chacune ; en cas d'absence, le fokon'olona s'enquerra, avant de les punir, du lieu où elles étaient allées et de la valeur de leurs explications ; si, en cas de maladie grave, on n'a pas prévenu les autres membres du fokon'olona de l'impossibilité où l'on était de se joindre à eux, le manquant n'en sera pas moins passible de l'amende ci-dessus.

7° Si du sable (1) a été entraîné par les eaux

(1) Quand une brèche se produit dans une digue, l'eau, en se précipitant dans les rizières, entraîne avec elle des limons et sables qui causent la stérilité du sol. Il faut donc, quand pareille chose se produit, procéder à l'enlèvement de tout le sable, quand la brèche est obstruée. Ce travail, considéré comme d'utilité publique, est effectué en commun. Il est aussi des régions où les travaux des rizières se font en commun, aussi l'article ci-dessus fait-il obligation, à ceux dont les terres ont été envahies par les sables, de signaler le fait au moment où les travaux d'ensemble vont avoir lieu.

dans des rizières, les propriétaires de ces rizières qui n'en informeront pas les mpiadidy, seront punis d'une piastre d'amende ; si, au contraire, ce sont les mpiadidy qui, étant au courant du fait, ne le signalent pas aux membres du fokon'olona, ils seront passibles d'une amende d'une demi-piastre. Si les intéressés ne sont pas présents à leur domicile au moment utile, on s'enquerra des raisons de leur absence afin de les punir s'il y a lieu ; si, étant malades, ils ne signalent pas le fait au fokon'olona à l'époque où les travaux doivent être accomplis, ils seront, quand même, punis de l'amende fixée par le présent article.

8° Si les prises d'eau de certaines rizières viennent à s'obstruer, les propriétaires de ces rizières qui n'en aviseront pas leur mpiadidy seront passibles d'une piastre d'amende ; si ce sont les mpiadidy qui, au courant du fait, n'en informent pas le fokon'olona, ils seront punis de six sikadzy d'amende ; quant aux fokon'olona qui se dérobent au moment des travaux de réparation, ils seront astreints au versement d'une demi-piastre à moins qu'ils n'aient été absents de leur domicile, auquel cas on s'informera des motifs de leur déplacement, afin de les punir aussi s'il y a lieu. Quant aux malades qui ne feraient pas connaître leur état d'indisponibilité au moment où le fokon'olona exécutera les travaux communs, ils seront passibles de la même amende au profit de la collectivité.

9° Tout propriétaire de porcs dont les animaux se répandront dans les cultures des particuliers,

sera passible d'une amende d'un voamena par porc ayant causé des dégâts ; et cette somme sera partagée entre les propriétaires des cultures endommagées et le fokon'olona.

10° Si des bœufs pénètrent dans les cultures de particuliers, mais que, suivis de leurs gardiens, ils aient été promptement détournés de ces cultures, où ils n'auront causé que peu de dommage et mangé peu de récolte, ces mêmes gardiens subiront subir un châtiment de dix à trente coups ; si, par contre, les gardiens ont fait défaut et que l'abandon des animaux leur soit imputable, les propriétaires, leurs maîtres, responsables de cette négligence, seront punis d'une amende d'un sikadzy par animal pris en divagation. Cette amende sera partagée entre les propriétaires des récoltes endommagées et le fokon'olona, mais seulement en la présence du mpiadidy.

11° Quiconque vendra de l'alcool sera puni d'une amende de six piastres et quiconque en consommera payera une piastre. L'une et l'autre de ces amendes seront acquises au fokon'olona.

12° Si des individus laissent leurs rizières en jachère quoique présents à leur domicile, ils seront passibles d'une amende de trois piastres ; s'ils sont absents et que ce ne soit ni pour une corvée de l'Etat ni pour un motif plausible, le fokon'olona mettra, pour son propre bénéfice, ces rizières abandonnées en culture ; si, au contraire, c'est par l'ordre du gouvernement que les propriétaires se sont déplacés ou qu'une maladie dûment constatée

les rende indisponibles, les fokon'olona exécuteront les travaux nécessaires aux lieu et place des propriétaires empêchés par la maladie ou de leurs femmes et enfants restés au domicile en l'absence régulière du chef de famille. En pareil cas, les propriétaires empêchés qui n'en informeront pas le mpiadidy seront punis d'une piastre d'amende ; le mpiadidy négligeant d'aviser ses fokon'olona sera astreint à un versement de six piastres et, quant aux fokon'olona refusant leur concours pour des travaux de cette nature, ils paieront chacun quatre piastres. Toutes ces sommes iront à la communauté. Si celui qui n'a pas participé aux travaux faits en commun était absent, on s'assurera avant de lui faire payer l'amende, que ses excuses sont acceptables. Ceux qui, étant malades, ne pourraient pas concourir aux travaux faits en commun, devront faire connaître leur état en temps opportun, faute de quoi ils seront passibles de l'amende sus-spécifiée.

13° Une veuve ne disposant d'aucun ouvrier pour faire travailler ses rizières sera passible d'une amende de trois vary (1), si elle néglige d'informer le mpiadidy de sa situation ; le mpiadidy ayant négligé d'en aviser le fokon'olona versera une amende de six sikadzy et ceux qui auront négligé de participer aux travaux des rizières dont il s'agit seront passibles d'une amende d'une piastre

(1) Le vary était le poids en argent d'un grain de riz ou en nature 120 litres de riz environ.

à moins que, absents de leur domicile, ils ne fournissent une excuse plausible ; ceux des membres de la communauté, empêchés par la maladie, qui ne feraient pas connaître leur indisponibilité au moment des travaux, seront de même frappés de l'amende sus-visée.

14° Si des volatiles en divagation causent des déprédations aux semis de riz, les propriétaires de ces animaux verseront, aux propriétaires lésés, une indemnité de varidimiventy (cinq vary) par volatile, poule, canard, etc... Si les dégâts ont été causés par des moutons, l'indemnité sera de ilavoamena (moitié d'un voamena). En pareil cas, les personnes lésées devront aviser le mpiadidy sous peine d'une amende d'un sikadzy et le mpiadidy, à son tour, en informera le fokon'olona, faute de quoi il sera lui-même puni d'une amende de deux sikadzy au profit de la communauté.

15° Lorsque des maris ou des fils partiront en expédition laissant des rizières non travaillées, les intéressés devront signaler le cas au mpiadidy sous peine d'une amende de trois vary de riz ; si c'est le mpiadidy qui néglige d'en informer le fokon'olona, il versera, à la communauté, une amende de six sikadzy. Quant aux membres du fokon'olona qui, présents, se refuseront à exécuter les travaux ou qui, absents, ne pourront pas donner une excuse plausible à leur abstention, ils seront également frappés de l'amende ci-dessus. Les malades eux-mêmes qui, empêchés, ne feront pas connaître leur indisponibilité en temps oppor-

tun, c'est-à-dire au moment de l'exécution des travaux pour les absents, seront passibles de la même amende que ci-dessus.

16° Quiconque prononcera le mot impie de Salamanga (1) sera puni d'une amende d'un sikadzy et livré au gouvernement sous l'inculpation de restaurer le culte de Sampy, parce que cette expression tire son origine des pratiques divinatoires ayant le Sikidy (2) pour base. Les membres du fokon'olona qui se refuseront à conduire les inculpés de cette catégorie seront punis d'une amende de quatre sikadzy au profit de la communauté.

17° Si une personne vient à disparaître, ses père et mère, parents ou propriétaires, quand il s'agit d'un esclave, qui n'en informeront pas le mpiadidy, seront punis d'une amende de deux piastres ; si c'est le mpiadidy qui, au courant de la disparition, ne la signale pas au fokon'olona, il sera passible d'une amende de deux piastres et demie ; quant aux membres du fokon'olona se refusant à participer aux recherches, ils paieront trois piastres d'amende, et, en cas d'absence de leur domicile, on s'enquerra des causes de leur départ afin de les punir s'ils ne peuvent fournir

(1) Le mot Salamanga signifie : prières et gestes à la façon des Arabes assimilés par les Malgaches par suite de leur caractère mystérieux à des pratiques de sorcellerie.

(2) D'après M. FERRAND, le mot Sikidy vient de l'arabe Sikl signifiant figure. Le Sikidy se compose de seize figures et le mot arabe sikl a ainsi donné son nom à l'art. divinatoire malgache.

d'excuse valable ; si leurs explications sont évasives ou incohérentes, ils seront considérés et poursuivis comme voleurs ; les membres du fokon'olona qui, à ce moment, seront empêchés par la maladie, devront faire connaître leur état au moment où la communauté est convoquée pour les recherches, faute de quoi ils seront eux-mêmes passibles de l'amende ci-dessus.

18° Lorsque, un décès s'étant produit, la famille se disposera à faire le afana (1), elle devra s'assurer l'adhésion préalable de tous les membres issus du même ascendant mâle que le défunt, ainsi que des membres du fokon'olona, notamment en ce qui concerne les objets devant servir à l'inhumation et au cérémonial ; faute de se conformer à cette formalité, les délinquants seront punis au profit du fokon'olona d'une amende de trois pias-tres et ce dernier, de concert avec les parents non consultés, décidera de ce qu'il y a lieu de faire.

19° Quiconque, sous prétexte d'alignement, attaquera à coups de bêche la bordure séparant deux rizières sans s'être, au préalable, concerté avec le propriétaire voisin, sera puni d'une amende de six sikadzy et la bêche ayant servi à ce travail sera confisquée. Sur cette amende, quatre sikadzy

(1) Le *Afana* est la toilette funèbre qui consiste à asperger le cadavre avec une eau spéciale, autrefois consacrée par les idoles, à tracer des lignes et des points avec une argile blanche sur le sommet de la tête ou le front, parfois aussi avec du charbon, à se purifier du contact qu'on a eu avec le mort. Ce mot s'applique, d'une manière générale, à tout le cérémonial funèbre.

seront prélevés au profit du fokon'olona et les deux sikadzy restants, appartiendront, de même que la bêche, au propriétaire non consulté.

20° Si une personne se livre contre d'autres à des actes de violence pour recouvrer une créance, ou fait preuve de mauvaise volonté à l'occasion de dettes qui lui sont réclamées ou de tout autre différend, que sa cause soit juste ou non, elle sera punie d'une amende de trois piastres et conduite au gouvernement. Les gens du fokon'olona désignés pour l'accompagner et qui ne s'exécuteraient pas, seront punis d'une amende de six sikadzy s'ils étaient présents à leur domicile et que rien ne s'opposait à leur départ ; si, au contraire, ils étaient absents, on s'enquerra des motifs de leur déplacement afin de les punir, s'ils ne sont pas acceptables ; ceux qui, étant indisponibles pour cause de maladie ne l'auront pas fait savoir en temps utile seront punis de la même amende.

Le produit des amendes prévues au présent règlement n'a rien de commun avec les revenus du gouvernement et appartient en propre à la communauté du fokon'olona. Le tiers sera confié à un trésorier en prévision des infortunes à secourir, des indigents à inhumer et des dépenses à engager dans un but d'intérêt général ; les deux autres tiers seront répartis entre les membres du fokon'olona.

Outre les vingt articles qui viennent d'être examinés, les fokon'olona du Fisakana avaient adopté les articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 13, des

gens d'Ambohimasina (Vakinankaratra) dont la convention avait été promulguée dès le 13 Février 1885. En voici les dispositions ainsi que l'énoncé analytique des articles examinés ailleurs :

1° (Arrestation et dénonciation des soldats déserteurs, analogue à l'art. 2 de la convention de Tananarive.)

2° Si un chef, lorsqu'il désigne quelqu'un pour accomplir une corvée de l'Etat, extorque de l'argent ou porte seulement son choix sur les pauvres et les malheureux, il sera puni d'une amende de trois piastres au profit de la population ; quiconque sera convaincu d'avoir acheté à prix d'argent la bienveillance du chef sera astreint à accomplir la corvée à laquelle il a tenté de se soustraire et l'argent versé sera perdu pour lui.

3° (Vise la fabrication et la consommation de l'alcool.)

4° (Vise les gens dangereux et les escrocs, analogue à l'art. 32 de la convention de Tananarive).

5° Si un habitant de l'Imerina ou d'une autre circonscription vient à se fixer parmi nous, il devra, comme nous, supporter sa part des charges de l'Etat ; au cas où il s'y refuserait, il serait arrêté, garrotté et conduit au gouvernement quelque fût son temps de séjour sur le territoire de notre circonscription.

6° Si un terrain est vendu à un sujet se refusant à accomplir sa part des charges communes, non seulement ce réfractaire sera puni d'une amende de trois piastres au profit du fokon'olona,

mais il sera dépossédé de sa terre, laquelle sera attribuée à un indigent.

7° (Vise les étrangers auxquels il est donné l'hospitalité et dont la présence n'est pas signalée au fokon'olona.)

8° Tout individu qui, par paresse, se dira malade dans le but d'être laissé chez lui et de ne pas participer aux travaux communs, sera puni d'une amende de quatre piastres et astreint à un travail sans trêve d'une semaine pendant lequel on lui laissera juste le temps de prendre ses repas.

9° (Vise les refus d'obéissance aux ordres des chefs.)

10° Tout individu qui, par paresse, laissera sécher sur place ses plants de manioc sera puni d'une piastre d'amende.

11° (Vise l'excitation des mineurs à la débauche.)

12° Si un antily commet des irrégularités ou use de partialité vis-à-vis de ses ressortissants, ceux qui, connaissant ces irrégularités ou préférences, ne les dénonceront pas, seront punis d'une amende de sept piastres au profit de la communauté.

13° S'il est des parents que les enfants n'honorent pas comme ils le doivent ou traitent avec mépris, ils devront en informer le fokon'olona, faute de quoi ils devront livrer à ce dernier une vache suitée s'ils sont aisés, ou un simple mouton s'ils ne sont pas riches. Ces animaux seront abattus et consommés par les membres du fokon'olona.

14° Si des attaques nocturnes ont lieu, les membres du fokon'olona s'abstenant de se joindre aux autres pour refouler les agresseurs, sauf les cas où leur absence sera motivée par des excuses plausibles, seront punis d'une amende de trois piastres et conduits à l'antily.

Qu'il nous suffise maintenant, dans l'étude que nous allons poursuivre des conventions du fokon'olona, de ne mentionner que celles des dispositions que nous n'avons pas eu encore l'occasion de rencontrer jusqu'ici ; elles seront données et traduites avec le numéro d'ordre qu'elles ont dans le contrat original et auront pour résultat de mettre en relief les tendances et les préoccupations des populations selon la région qu'elles habitent.

Le 21 Août 1885, a lieu la promulgation de la convention du fokon'olona du district d'Ambohitrimandzaka. En voici les articles originaux :

1° Si des passeurs, conduisant mal leurs pirogues, exposent imprudemment la vie des voyageurs ou que d'autres repoussent violemment du pied les embarcations, se remuent au risque de causer la perte de l'équilibre et le naufrage, les coupables seront passibles d'une amende d'une piastre, s'il y a des victimes, ou de deux sikadzy seulement s'il n'y en a pas et seront livrés au gouvernement.

3° Si un individu, résident ou étranger, pénètre en état d'ivresse dans un édifice réservé au culte, il sera puni d'une amende de quatre piastres, puis livré au gouvernement.

4° Quiconque séduira la femme d'un autre sera passible, de même que sa complice, d'une amende de cinq piastres, après quoi les coupables seront livrés au gouvernement.

7° Quiconque, faussement, se dira pharmacien, dans le but d'exploiter la crédulité publique, sera puni d'une amende de cinq piastres et livré au gouvernement.

8° Quiconque, pour bâtir une maison, se servira d'une pirogue en guise d'auge ou brisera cette même pirogue, devra en aviser le mpiadidy, faute de quoi il s'exposera à une amende de cinq piastres puis sera livré au gouvernement.

9° Le mpiadidy soufflera dans une conque pour annoncer le couvre-feu, après quoi, si des personnes sont rencontrées errant au dehors, on les mettra en état d'arrestation et on les livrera au mpiadidy jusqu'au moment de leur interrogatoire. Si ces personnes ne fournissent pas une excuse plausible de leur sortie, elles seront punies d'une piastre d'amende et livrées au gouvernement.

14° Quiconque se rendra dans les rizières après le coucher du soleil, sera passible d'une amende d'une demi-piastre et dépouillé de la récolte dont il aura été trouvé porteur, la moitié étant pour celui qui l'aura pris en faute ou dénoncé, l'autre moitié pour le fokon'olona.

15° Quiconque sera pris en flagrant délit de vol sur un marché ou en tout autre lieu, sera puni d'une demi-piastre d'amende et livré au gouvernement.

19° Les paresseux et les oisifs seront l'objet d'admonestations, après quoi, s'ils ne s'occupent pas, ils seront punis d'une amende de deux sikadzy.

20° Ceux qui troubleront l'ordre d'une cérémonie, fête ou réunion quelconque, seront punis d'une piastre d'amende.

21° Quant aux mpiadidy choisis par les fokon'olona pour veiller à ce que les présentes prescriptions soient observées, si l'un d'eux les enfreint, il sera puni d'une amende double de celle prévue par l'article qu'il aura violé. Les fokon'olona auront ensuite à se prononcer sur la question de savoir si le mpiadidy coupable doit être ou non maintenu dans ses fonctions, dans le cas de la négative on lui infligera une amende de cinq piastres et on le livrera au gouvernement.

Le fokon'olona de Morarano élabore aussi une convention dont les seuls articles intéressants sont les suivants :

4° Quiconque, habituellement oisif et ne se livrant à aucun commerce ni à aucun des travaux procurant des moyens d'existence, sera néanmoins d'une mise soignée, fera l'objet d'une surveillance spéciale et, s'il est reconnu comme malfaiteur, il sera livré au gouvernement.

5° Si les rizières d'un membre du fokon'olona sont laissées incultes, le mpiadidy fera des remontrances au propriétaire coupable de cette négligence et si, après cet avertissement, l'intéressé ne travaille pas ses terres, ceux qui, laborieux, vou-

dront les ensemençer, pourront le faire, mais pour une récolte seulement.

6° Si la femme d'un militaire parti en expédition ou une veuve est dépourvue de travailleurs, le fokon'olona devra mettre ses champs en culture et quiconque s'y refusera sera puni d'une amende de lasiray (0 fr. 30).

7° Tout membre du fokon'olona qui, étant malade, n'aura personne auprès de lui pour le soigner ou pour le transporter chez le médecin, sera, après constatation de son indigence par le mpiadidy, soigné et transporté par les fokon'olona de sa communauté.

Les deux articles suivants, extraits de la convention du fokon'olona d'Andohantandziona, promulguée le 5 Septembre 1885, sont à citer :

3° Les canaux d'irrigation seront établis à la dimension uniforme d'une brassée de largeur. Quiconque les retréciera sera puni d'une amende d'une piastre.

11° Quiconque raillera ou méprisera les prescriptions de la présente convention sera puni d'une amende d'une piastre au profit du fokon'olona.

Extrait de la convention des fokon'olona d'Ambohibamasoandra et localités dépendant de ce groupement. Ces fokon'olona, outre les articles ci-après, qui leur sont particuliers, avaient adopté la convention des habitants de Tananarive à l'exception des articles 8, 11 et 15.

1° Quiconque commettra des déprédations aux rizières ou canaux d'autrui, sera puni d'une amende de deux sikadzy et tenu de remettre les choses en leur état primitif.

2° Quiconque sera surpris mettant le feu aux herbages dans l'étendue de cette circonscription, sera passible d'une amende d'une piastre dont le tiers appartiendra à celui qui aura, à bon escient, dénoncé le coupable. Toutefois, s'il s'agissait de détruire des vols de sauterelles, le fokon'olona déciderait, en assemblée, des mesures à prendre pour sauver les récoltes de riz.

3° Nous prenons tous l'engagement, au cas où un feu de brousse viendrait à se déclarer, de concourir à l'extinction de l'incendie. Ceux qui, n'étant par absents par réquisition du gouvernement, ne fourniront pas une excuse plausible à leur abstention seront punis d'une amende de un sikadzy par maison.

4° Si une veuve est sans ressources, nous travaillerons ses terres afin qu'elle puisse les ensemer ; on la laissera le moins possible faire sa cuisine et on lui donnera alternativement, selon ce qu'on aura chez soi, des patates ou du manioc.

5° Quiconques se conduira en chevalier d'industrie (Amboalambo : lit. chien sanglier) au lieu de travailler et de fertiliser la terre, sera puni d'une amende d'un sikadzy et invité à se consacrer au travail, après quoi, s'il conserve des habitudes de paresse, il sera livré au gouvernement.

6° Nous tous qui sommes aptes à manier une

bêche, nous engageons par les présentes à en avoir chacun une ; ceux qui négligeront de s'en munir seront punis d'une amende de trente centimes et astreints à faire l'achat de cet instrument. Ceux qui persisteront à violer les obligations souscrites et à méconnaître les admonestations reçues, seront, comme amboalambo, sans moyens d'existence, livrés au gouvernement.

8° S'il existe, dans notre fokon-tany soit un terrain vierge, soit un terrain laissé sans culture par son propriétaire, le mpiadidy fera une démarche auprès de l'intéressé pour qu'il mette sa terre en valeur et s'il est reconnu que c'est par paresse qu'il l'a abandonnée et la laisse improductive, il sera puni d'une amende d'un sikadzy et contraint à la travailler.

9° Nous tous, qui sommes liés par les présentes, nous engageons à nous réunir semestriellement à Ambohibemasoandro afin d'examiner, en commun, les mesures propres à augmenter la prospérité de notre région, celles pouvant favoriser la production de nos terres et l'usage qu'il y aura lieu de faire de l'argent provenant des amendes infligées en conformité des présentes dispositions. Les mpiadidy qui, sans excuse valable, négligeront d'assister à ces réunions, seront punis d'une amende de deux sikadzy.

D'autres fokon'olona des localités voisines avaient adopté les dispositions des conventions de Tananarive et d'Ambohibemasoandro, auxquelles

ils avaient ajouté trois articles dont deux méritent d'être retenus :

1° Si un individu est surpris en train d'abattre un bœuf à la dérobée et à l'insu du fokon'olona, il sera puni d'une amende d'une piastre et tenu d'indiquer la provenance de l'animal ; s'il satisfait à cette obligation, le délinquant sera, après le paiement de l'amende, laissé en liberté ; si, au contraire, il ne peut fournir aucune explication satisfaisante sur l'origine de l'animal abattu, il sera livré au gouvernement.

3° Quand on constatera qu'un terrain de culture est matimaso, c'est-à-dire sans détenteur, on s'efforcera de l'attribuer à un adolescent afin d'augmenter le nombre des sujets actifs de la Reine.

Les villages et hameaux voisins ou dépendant de Mandrosoa adoptèrent la convention des habitants de Tananarive et y ajoutèrent 14 articles dont les plus originaux sont seuls reproduits ci-après :

1° Quiconque volera ou fournira des indications permettant à un tiers de voler du riz, des plants de riz ou des grains amassés soit dans des pirogues, soit dans un sompitra (grand sac en nattes cousues) ; quiconque changera de place ce même riz ou s'en emparera par la force ou par intimidation, versera au fokon'olona une amende de deux piastres et sera en outre livré au gouvernement.

2° Quiconque s'emparera sans autorisation spéciale à compter de (1) : trois racines de manioc, trois tubercules de patates, une racine d'arum (saondzo), trois épis de maïs, un fatambary (2) de haricots, trois cannes à sucre, une grappe de pêche, mangues, citrons ou bibasses, un fatambary de café, etc... sera passible d'une amende d'un voamena (0 fr. 20) et pour un régime de bananes de un sikadzy.

3° Quiconque volera un bœuf sera puni d'une amende d'une piastre ; quiconque volera soit un mouton, une oie ou un dindon payera deux sikadzy d'amende et deux voamena pour un canard ordinaire, un canard de barbarie ou un poulet. Le délinquant devra restituer au propriétaire la chose volée, il sera ensuite livré au gouvernement.

4° Quiconque, en plein jour, ouvrira la maison d'un particulier pour voler à l'intérieur ou dérobera à l'extérieur des objets tels que lamba ou landy sera puni d'une piastre d'amende et livré ensuite au gouvernement.

5° Si des personnes détruisent des pirogues sans en informer le fokon'olona ou le mpiadidy, elles seront punies d'une amende d'une piastre ; si elles se servent sans autorisation de pirogues

(1) L'article 33 du Code de 1881 autorise les passants à prendre de ces produits juste la quantité nécessaire à apaiser leur faim, à condition de ne pas en emporter comme provisions.

(2) Mesure en forme de corbeille faite de joncs tressés et représentant la ration en riz d'une personne.

ne leur appartenant pas, elles payeront une pias-tre d'amende et rembourseront le prix de la pirogue, si celle-ci vient à être perdue pendant qu'ils en auront disposé ; les coupables seront dans ce dernier cas livrés au gouvernement.

7° Si un individu fort et bien constitué se refuse par paresse à travailler, qu'il laisse inculte ses rizières ou autres champs, il sera puni d'une amende d'un loso (2 fr. 50) et s'il laisse, au surplus, sécher en terre des pieds de manioc il devra verser encore un voamena.

9° Quiconque se refusera à verser sa quote-part des appointements de l'instituteur, sera passible d'une amende d'un loso, indépendamment de la somme due par lui de ce chef.

11° Quiconque, son tour venu, refusera de prendre son poste de veilleur ou se dérobera à cette obligation sera puni d'une amende d'un sikadzy.

La promulgation de la convention des fokon'lona dépendant d'Arivonimamo eut lieu le 30 octobre. Les localités qui y avaient adhéré étaient au nombre d'une quarantaine environ.

Les dispositons de la convention de Tananarive furent adoptées par les habitants de ces diverses localités, réparties sur une vaste étendue du territoire. Ils en ajoutèrent d'autres parmi lesquelles il y a lieu de signaler les suivantes :

6° Si des parents empêchent leurs enfants d'aller régulièrement à l'école ou négligent de les

faire inscrire comme élèves quand ils ont atteint l'âge réglementaire, ils seront punis d'une amende d'une piastre dont la moitié sera versée au dénonciateur. Les parents coupables seront, en outre, livrés au gouvernement.

7° Si un Masoivoho (inspecteur indigène nommé par les missions et accrédité auprès des autorités malgaches) ou un instituteur, au lieu de faire travailler ses élèves, les laisse vagabonder, les occupe à d'autres tâches ou les congédie avant que l'heure ne soit venue, il sera puni d'une amende de deux piastres dont le tiers appartiendra au dénonciateur, le masoivoho ou instituteur sera, en outre, livré au gouvernement.

8° Si un individu est tenu pour suspect (1) qu'il ait de nombreux compères aux allures louches, il sera, par le fokon'olona tout entier, livré au gouvernement. Quiconque s'opposera à ce qu'il soit ainsi fait aura à payer dix piastres d'amende et sera ensuite lui-même livré au gouvernement.

10° Quiconque se livrera aux vieilles pratiques barbares et malfaisantes d'autrefois telles que : enduire les pierres de graisse, conserver des charmes et amulettes, pratiquer l'art divinatoire à l'aide du Sikidy, sera puni d'une amende de deux piastres dont le tiers appartiendra au dénonciateur et, en outre, livré au gouvernement.

(1) Beaucoup de villages ayant adhéré à cette convention sont situés sur les confins de l'Ankaratra, pays mal famé ou, de tout temps, le brigandage fut en honneur.

13° Quiconque volera dans les champs les plantes, fruits ou moissons d'autrui sera puni d'une amende de deux sikadzy dont le tiers appartiendra au dénonciateur.

14° Quiconque allumera des feux de brousse sera puni d'une amende de deux sikadzy dont la moitié appartiendra au dénonciateur.

16° Quiconque forcera une personne à contracter une union malgré elle, sera puni d'une amende de trois piastres, dont le tiers appartiendra au dénonciateur ; quant à celui qui aura agi ainsi, il sera livré au gouvernement.

19° Le produit des amendes prévues aux articles ci-dessus sera réparti, un tiers entre les mpiadidy et leurs écrivains à titre d'indemnité et de salaire, deux tiers à la communauté afin que les membres du fokon'olona puissent avec ces fonds payer ceux des fonctionnaires qui ne seraient pas salariés et secourir les pauvres et les indigènes.

La convention des fokon'olona d'Anosipatrana et de Lanivato fut conclue le 17 octobre 1885. Elle était calquée sur celle de Tananarive, mais les articles 15, 16, 20, 24, 25, 26, 31, 38, 39, 40 et 41 en avaient été éliminés et remplacés par neuf autres inspirés par des considérations d'ordre local. On se trouve ici en présence de populations essentiellement agricoles comme toutes celles qui habitent les rives ou le voisinage de l'Ikopa, dans la superbe vallée Betsimitatatra. C'est ce qui explique les dispositions suivantes :

1° Quiconque refusera de travailler à l'établissement des canaux d'irrigation et des prises d'eau, desquels dépend la prospérité de nos rizières, sera puni d'une amende de deux sikadzy.

2° Quiconque laissera inculte soit sa rizière, soit son champ, sera puni d'une amende de deux sikadzy.

3° (Vise et sanctionne les dégâts causés par les animaux dans les cultures).

5° Ceux qui voleront les plantes, végétaux ou légumes d'autrui, jusques et y compris les enfants sachant compter jusqu'à dix, seront punis d'une amende d'un voamena (0 fr. 20) au profit du fokon'olona et devront, en outre, indemniser le propriétaire lésé.

Les populations d'Amboatany avaient ajouté neuf articles à ceux de la convention de Tanarive. Ceux qui suivent méritent d'être retenus :

2° Celui qui, parmi nous, sera surpris à voler soit dans les champs, soit dans les villages des produits d'alimentation, exception faite des enfants de sept ans et au-dessous (1), sera puni d'une amende de trois piastres, s'il s'agit de riz pris dans le village.

4° Nous sommes tous d'accord pour verser, chaque deux mois, une somme de varidimiventy

(1) A rapprocher de l'art. 5 de la convention des fokon'olona d'Anosipatrana et de Lanivato en ce qui concerne la responsabilité des enfants et l'âge du discernement.

par case, afin de constituer un fonds de réserve qui sera utilisé dans l'intérêt commun.

5° Si un homme vigoureux et tant soit peu intelligent ne peut, en raison de sa pauvreté, se livrer à un commerce ou à une industrie quelconque, on lui avancera, sur les fonds de la communauté, une somme pour lui permettre :

a) *s'il est doué pour le commerce*, de se livrer à des opérations, après lesquelles le capital avancé sera restitué au fokon'olona créancier, les bénéfices lui restant acquis.

b) *s'il connaît le travail de la terre*, de faire l'achat d'une bêche et des semences nécessaires, puis, quand la récolte sera faite, de la vendre pour en défalquer les avances à rembourser au fokon'olona.

c) *s'il connaît l'élevage*, d'acheter des animaux puis d'en vendre le croît afin de rembourser le fokon'olona.

6° Si, au lieu de faire fructifier les fonds qui lui auront été avancés par le fokon'olona, l'homme qui bénéficie de ces facilités gaspille l'argent à lui confié, il sera mis dans l'obligation de travailler ou de porter des fardeaux jusqu'à ce que le produit de ses journées soit équivalent au montant des avances à lui faites par la communauté.

A Soanindrarini, les populations s'étaient organisées en fokon'olona et avaient élaboré une convention de 14 articles. Voici les plus intéressants :

1° Quiconque se conduira en tontakely (1), arrêtera les passants et voyageurs sur les routes, pénétrera par effraction dans les maisons ou se rendra coupable d'un vol quel qu'il soit, se verra confisquer un bœuf et sera conduit ensuite au gouvernement.

2° Si les père et mère, la femme et les enfants, les amis ou proches, tolèrent chez eux la présence de choses provenant d'un vol commis par leur parent et ne les signalent pas le jour même où l'arrestation du voleur a été opérée, ils se verront confisquer un bœuf par le fokon'olona et si leurs allures sont jugées louches, ils seront livrés au gouvernement.

3° Quiconque formulera une revendication sans pouvoir indiquer l'origine licite du bien qu'il réclame se verra confisquer un mouton et sera, en outre, livré au gouvernement.

4° Quiconque pratiquera le chantage et l'escroquerie ou facilitera à d'autres ces délits sera garrotté et sera livré au gouvernement. On lui confisquera, en outre, un bœuf. Ceux des membres du fokon'olona qui, ayant connaissance de ces délits, n'en arrêteront pas les auteurs ou se refuseront à les dénoncer seront punis d'une amende de deux roavoamena (0 fr. 40).

7° Si des étrangers passent plus de deux nuits

(1) C'est-à-dire fera partie des bandes de brigands (tontakely). Ici, nous sommes sur les pentes orientales du Vakinankaratra où le célèbre Rainibetsimiraka et bien d'autres commirent longtemps méfaits et crimes.

dans le village et que celui chez qui ils sont descendus néglige d'informer le mpiadidy, si l'on constate surtout qu'il évite de les faire connaître ou les cache, on lui infligera une amende de iraimbilandza (1 fr.) par individu ainsi caché. Quant à ceux-ci, ils seront questionnés sur l'objet de leur voyage et les raisons de leur présence dans le village ; si leurs réponses ne sont pas satisfaisantes, après qu'ils auront payé chacun une amende de sasanangy (1 fr. 65), ils seront conduits, de même que leur recéleur, au gouvernement.

8° Si un propriétaire de bœufs a perdu des animaux, le fokon'olona tout entier doit s'employer à les rechercher sans que le propriétaire soit tenu de fournir des avances de nourriture aux chercheurs. Ceux qui s'abstiendront de participer aux recherches alors qu'aucune mission officielle ne leur aura été confiée, ou manqueront d'être exacts à l'appel, seront punis chacun d'une amende de deux sikadzy. Si les bœufs retrouvés sont au nombre de trois et plus, le propriétaire versera, à la communauté, la somme de deux piastres à titre d'indemnité de recherches ; si le nombre des bœufs est inférieur à trois, ce même propriétaire n'aura rien à verser.

9° Quiconque, dans l'étendue de ce fokon-tany, se refusera à travailler la terre, devra verser au fokon'olona la somme d'une piastre.

10° Quiconque, dans l'étendue de ce fokon-tany, se refusera à travailler au profit des malheureux et des veuves, devra verser la somme de deux

sikadzy et d'un vary de riz pour subvenir aux besoins des nécessiteux.

12° Si une corvée gouvernementale est à faire et que des ambonindzato, des masoivoho ou des instituteurs mettent la circonstance à profit pour se faire verser des dispenses en argent, ils seront, en raison du tort qu'ils font à la cause publique, astreints à une amende de deux bœufs avant d'être livrés au gouvernement. Ceux des membres du fokon'olona qui, par la corruption, auront obtenu la protection de ces personnages et éludé leur part des charges communes seront astreints à verser la somme d'une piastre.

13° Quiconque sera pris en flagrant délit d'adultère ou que ce délit soit de notoriété publique, devra payer un bœuf avant d'être livré au gouvernement .

14° Quiconque sera convaincu de fabriquer, vendre ou consommer de l'alcool, sera astreint à payer une amende de deux bœufs avant d'être livré au gouvernement.

La lecture de ces textes est intéressante parce qu'elle nous montre que si les préoccupations varient avec les régions et le genre de vie des habitants, partout se manifeste le même esprit de solidarité.

Ici, nous nous trouvons en pays de culture, le riz est la principale ressource. Aussi, remarquons-

nous un souci constant de la communauté à veiller à ce que la récolte soit suffisante. C'est une question vitale, en effet. Dans ce pays où les communications sont lentes et les échanges réduits, la famine se fait sentir très vite. Aussi, tous les gens valides doivent-ils concourir aux travaux d'entretien et de réparation des ouvrages d'irrigation, canaux et digues destinés à amener l'eau dans les rizières. Il faut, dans le même but, assurer la mise en culture des champs, éviter le vol et le gaspillage. C'est ainsi que les propriétaires n'ont pas le droit de laisser leurs rizières incultes. On aidera la veuve à travailler sa terre, afin qu'elle puisse l'ensemencer. On cultivera de même la terre des absents et des militaires. Des mesures sévères sont prises pour réprimer les vols de riz dans les champs ou au village. La divagation des animaux dans les cultures est aussi sanctionnée.

Ailleurs, l'élevage est la grande ressource. On cherche surtout à empêcher les vols de bœufs fréquents dans ce pays, où les tribus voisines faisaient sans cesse des incursions dans le but de se procurer du bétail. La collectivité doit aider dans ses recherches le propriétaire d'animaux perdus ou volés.

On relève aussi, dans presque toutes les conventions, des dispositions analogues marquant des préoccupations communes. Nous avons vu les mesures prises pour assurer la mise en valeur de la terre. L'obligation au travail se rencontre à peu près partout ; tout individu qui ne fournit aucun

travail est suspect, ses moyens d'existence peuvent être discutés.

L'assistance aux malheureux tient aussi une place importante dans les conventions ; elle se traduit par des dispositions multiples. Tout d'abord, le fokon'olona doit fournir du travail aux malheureux valides. La convention d'Amboatany prévoit même que des avances seront faites aux pauvres « vigoureux et tant soit peu intelligents » sur les fonds de la communauté. Ceux-ci les feront fructifier par le commerce, le travail de la terre ou l'élevage, suivant leurs capacités. L'assistance est due aussi aux orphelins, aux veuves, aux malades et infirmes. On doit leur donner des soins et des aliments. L'assistance est même due aux indigents après leur mort, car c'est au fokon'olona qu'il appartient de pourvoir à leur inhumation.

Nous avons pu remarquer, enfin, que l'influence européenne, surtout celle des missionnaires, a inspiré un certain nombre de dispositions. Il en est ainsi notamment en ce qui concerne la prohibition de la polygamie, des pratiques divinatoires et de la magie, la fréquentation des écoles par les enfants, le respect dû aux édifices réservés au culte.

Toutes ces règles qu'ils se sont fixés à eux-mêmes, les fokon'olona s'engagent à les respecter sous peine de sanctions parfois sévères. Mais cette réglementation locale n'a nullement la prétention de se substituer à la loi générale. Elle ne fait que l'appuyer et la compléter dans des cas spéciaux qui n'ont pas été prévus. C'est ainsi que l'individu cou-

pable d'une infraction prévue par la loi, paiera d'abord à la communauté une amende fixée par la convention et ensuite il sera livré au gouvernement qui n'a jamais abdiqué la plénitude de ses pouvoirs.

Ces conventions, telles que nous les avons étudiées, présentent de nombreux avantages pour les fokon'olona. Elles leur permettent d'abord de jouir d'une assez grande indépendance car leur organisation très complète leur permet de se passer d'un contact permanent avec l'administration centrale.

Les conventions facilitent aussi la répression des crimes et délits et par cela même les rendent plus rares. Les membres d'une même collectivité se surveillent les uns les autres. Ceux qui donnent asile à des étrangers, sont responsables de leurs actes. De plus, il n'est pas rare qu'une partie de l'amende versée par le délinquant aille au délateur. Ce procédé, qui nous paraît très contestable, au point de vue moral, ne choque pas du tout les esprits malgaches.

Les conventions de fokon'olona assuraient donc le maximum de tranquillité au pays et cela sans que le gouvernement ait pour ainsi dire à s'en occuper. Après la conquête, l'administration française ne pouvait que souhaiter et favoriser leur rétablissement.

LIVRE III

Les Fokon'olona et leurs conventions après la Conquête française

Les fokon'olona avec leurs conventions et les gouverneurs créés en 1889 par Rainilaiarivony étaient donc à la base de l'administration de l'Imerina lors de notre arrivée à Madagascar. Lorsque, au mois de Septembre 1885, nos troupes furent victorieuses, on essaya de tirer parti des institutions préexistantes.

Sous le nom d'*Administration Centrale*, Monsieur RANCHOT, Résident Général, délégué du Ministre des Affaires Etrangères auprès du Général commandant en chef du corps expéditionnaire, tout en conservant telle quelle une administration régionale qu'on ne pouvait, à ce moment, tenter de modifier, organisa, avec l'aide de Messieurs JULIEN et BERTHIER, ce que RAINILAIARIVONY s'était efforcé d'obtenir avec ses ministères.

Mais le 22 Novembre 1895 éclatait une insurrection partie de la tribu des Zanakantitra. Une répression immédiate amena une accalmie passagère. C'est alors que le Résident Général LAROCHE, dès son arrivée, invite la Reine à publier l'ordonnance

du 9 Mars 1896, pour inviter les Fokon'olona à ne pas se dissoudre malgré le trouble.

Le Journal Officiel du 1^{er} Mai 1896 enregistrait la convention passée entre les membres du fokon'olona d'Ambatolahy et cela « comme témoignage de satisfaction pour le zèle avec lequel le fokon'olona d'Ambatolahy a obéi aux prescriptions du gouvernement ».

Mais le mouvement insurrectionnel reprenait bientôt, se propageant rapidement par tout l'Ile. Quand en Septembre 1896, le général Galliéni, débarqué avec des renforts, prit le commandement de Tananarive, l'Imerina entière était la proie de la révolution.

Après dix-huit mois de lutte, le calme était enfin revenu. Il ne restait plus grand chose de ce qui avait été édifié avant et après l'arrivée des Français.

Il était impossible de rendre aux Gouverneurs de 1895 leur autorité ancienne qui leur avait servi à lutter contre nous. Aussi, le chef de la Colonie se vit-il dans la nécessité de créer provisoirement de toutes pièces un système administratif approprié aux circonstances. Mais nos administrateurs savaient que rien ne pouvait mieux convenir aux Malgaches que leurs propres institutions rénovées, le fokon'olona étant la plus intéressante. C'est qu'il puise sa vie et sa force dans le fonds sacré de la tradition. Il est fils du génie malgache qui, au cours des siècles l'a amélioré et complété.

Or, quelques années de trouble n'avaient pas

pu déraciner complètement le fokon'olona du pays Merina. Il ne demandait qu'à revivre. La meilleure politique était de le rétablir, tout en le soumettant à des règles qui assureraient la direction et le contrôle de son activité.

Aussi, dès 1899, le calme étant rétabli, le Gouverneur Général Pennequin recommande aux Administrateurs de laisser aux populations complètement pacifiées de l'Imerina, une certaine indépendance, « de rendre aux fokon'olona une espèce d'autonomie, d'individualité, que des raisons politiques nous avaient obligés à leur enlever provisoirement. Nous n'avons pour opérer cette réforme qu'à nous inspirer du passé. Nous trouverons les populations toutes prêtes à l'accepter ».

Les fokon'olona reprirent donc leur vie administrative avec quelques modifications. Les enfants au-dessous de seize ans n'étaient plus admis aux délibérations. De plus, le représentant officiel du fokon'olona accrédité auprès de l'Administration était le Mpanoratra (secrétaire) choisi par les notables avec l'assentiment de la population.

Mais les mpanoratra abusèrent vite de leurs pouvoirs, principalement en matière de prestations. Cela entravait le bon fonctionnement du fokon'olona.

C'est alors que l'on comprit la nécessité de consacrer officiellement le rétablissement de cette institution par un texte législatif qui fixerait, d'une façon stable et précise, son fonctionnement et ses attributions. Tel fut l'objet du Décret du 9 Mars

1902 portant organisation de l'administration indigène de l'Imerina. Il fut préparé par une commission spéciale formée en 1901 qui fut chargée de remanier et de codifier dans un texte unique les diverses mesures législatives édictées par Rainilaiarivony pour l'administration du pays. C'est ce que rappelle le général Galliéni dans ses Instructions du 10 Mai 1905 adressées aux administrateurs chefs de province. Et il ajoute : « la plupart des mesures législatives anciennes étaient, en effet, mal définies et certaines d'entre elles comportaient des dispositions que nos principes d'humanité et de liberté individuelle ne nous permettaient pas de laisser subsister ».

Par contre, le nouveau texte (articles 22, 23 et 24) donnait aux fokono'olona la possibilité d'établir, sur l'avis de la majorité de leurs membres, des conventions ayant le même objet que les anciennes dont nous avons examiné plus haut les heureux effets et le merveilleux développement. Les mesures locales édictées dans la limite des lois, arrêtés, règlements et tous autres actes de l'autorité supérieure, peuvent être, comme jadis, sanctionnées par des amendes.

Dès lors, les fokon'olona allaient reprendre leur vie calme, dans une autonomie assez large, les conventions les mettant à l'abri d'un contact permanent et, par là, gênant avec l'administration.

On trouvera le texte du décret du 9 Mars 1902 en appendice.

La réforme de 1902 s'était faite aisément. Les

indigènes l'avaient accueillie avec joie, car elle représentait, pour eux, une résurrection du passé dans ce qu'il avait de meilleur. De plus, ils recouvraient dans le sein de leurs collectivités locales, leur ancienne autonomie. L'administration centrale, du même coup, se trouvait soulagée d'une foule d'affaires encombrantes, bornant désormais son action au contrôle prévu.

Ces heureux résultats décidèrent le gouvernement à étendre l'institution du fokon'olona hors de l'Imerina, tout en simplifiant les formalités nécessaires à cette extension. Tel fut l'objet du décret du 30 Septembre 1904.

Dans le rapport au Président de la République, le Ministre des Colonies, Monsieur Gaston DOUMERGUE, s'exprimait ainsi :

« Les heureux résultats donnés par la nouvelle réglementation et l'établissement définitif de notre autorité sur toute l'étendue de la grande Ile, m'ont conduit à envisager l'éventualité de l'extension des principes posés par le décret du 9 Mars 1902 aux autres provinces de Madagascar.

Dans le but de laisser à l'autorité locale toute latitude pour déterminer les dispositions spéciales qui pourraient être nécessitées par les différences de races qui séparent les populations indigènes de la colonie, j'ai pensé qu'il y aurait intérêt à donner, au Gouverneur Général, le pouvoir de statuer en la matière par arrêtés pris en Conseil d'Administration et sous réserve de mon approbation ».

Voici le texte de ce Décret donnant au Gouverneur Général de Madagascar pouvoir d'étendre

à toutes les circonscriptions de l'île de Madagascar et Dépendances, tout ou partie des dispositions du Décret du 9 Mars 1902 sur l'administration indigène en Imerina :

ART. 1. — Les dispositions du Décret du 9 Mars 1902, portant organisation de l'administration indigène en Imerina, pourront être étendues, en tout ou en partie, aux autres circonscriptions de la colonie de Madagascar et Dépendances, par arrêtés du Gouverneur Général pris en Conseil d'Administration et sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies.

ART. 2. — Les arrêtés pris à cet effet fixeront dans quelles conditions les principes du décret du 9 Mars 1902 seront adaptés aux diverses régions, en tenant compte de leur situation particulière, et détermineront notamment, d'une part, les collectivités qui devront correspondre aux groupements indigènes représentés par le « Fokon'olona en Imerina » et, d'autre part, les étendues territoriales qui correspondront aux fokon-tany.

ART. 3. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera inséré au Journal Officiel de la République Française, au Bulletin Officiel du Ministère des Colonies et publié au Journal Officiel et au Bulletin Officiel de Madagascar et Dépendances.

Fait, à Paris, le 30 Septembre 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République,
Le Ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Presque aussitôt, le général GALLIÉNI usait des pouvoirs nouveaux conférés au Gouvernement Général, par le décret ci-dessus. En effet, le 3 Décembre 1904 paraissait un arrêté portant organisation des fokon'olona dans les circonscriptions administratives de la côte Est et du Nord, c'est-à-dire dans les provinces fixées à l'article 27, à savoir : celles de Diego-Suarez, de Vohemar, des Betsimisaraka du Nord, des Betsimisaraka du Centre, des Betanimena, des Betsimisaraka du Sud, de Mananjary, de Farafangana et de Fort-Dauphin.

Cet arrêté, conçu à peu près dans les mêmes termes que le décret-type du 9 Mars 1902, marque cependant une préoccupation nouvelle : il faut lutter contre l'inertie des populations qui, négligeant les travaux agricoles, risquent d'être victimes des famines. C'est, qu'en effet, les tribus visées sont généralement moins travailleuses que celle de l'Imerina, et chez elles la culture est moins évoluée.

Aussi l'article 14 prévoit-il : « le fokon'olona assure, soit collectivement, soit par voie de répartition entre ses divers membres, la culture de la superficie déterminée, le cas échéant, par le chef de province comme indispensable pour procurer la production du riz et autres denrées nécessaires à la consommation du village et à la constitution des excédents que comporte la prévision de mauvaises récoltes ou d'événements calamiteux ».

De plus, l'article 25 du même arrêté rend le fokon'olona collectivement responsable lorsqu'il y a

insuffisance des cultures prévues à l'art. 14 ci-dessus : « Dans ce cas, les membres du fokon'olona ne justifiant d'aucune occupation leur permettant de subvenir à leurs besoins, convaincus de négligence ou de mauvais vouloir, peuvent être assujettis, par le chef de province, aux travaux desdites cultures, dans la proportion déterminée par la majorité du fokon'olona, ou, si les récalcitrants sont la majorité, d'office par le chef de la province ou ses délégués ».

Ces dispositions seront d'ailleurs introduites dans les arrêtés ultérieurs étendant l'institution du fokon'olona aux diverses régions de Madagascar.

L'arrêté du 3 Décembre 1904 avait été assez discuté. Sans doute, disait-on, dans la région de Farafanga, de Fort-Dauphin et dans le Menabe, la réforme sera facile du fait de la collaboration de chefs influents tout désignés pour devenir les chefs des fokon'olona. Mais chez les Betsimisaraka, il n'en va pas de même. Ceux-ci, bien que soumis depuis longtemps aux Merina, ont des formes différentes de groupement (familial, ou de clan, et non local.) Il semble cependant que la réforme ne pouvait que montrer à ces indigènes, dans un temps plus ou moins long, les avantages de la cohésion merina.

Nous allons examiner rapidement les arrêtés successifs qui étendirent l'institution du fokon'olona, en signalant, au passage, les dispositions nouvelles qui auraient pu être introduites dans ces textes.

A la date du 28 *Septembre* 1908, le Gouverneur Général AUGAGNEUR signe un arrêté dont l'article unique prévoit : « Les dispositions de l'arrêté du 3 Décembre 1904, portant organisation des fokon'olona dans les circonscriptions administratives de la côte Est et du Nord de Madagascar, sont étendues aux circonscriptions suivantes du cercle de Maevatanana :

Secteur de Maevatanana ;

Secteur de Tharatanana ;

Secteur de Ambata (à l'exception du faritany de Sitampiky) ».

Le Gouverneur Général PICQUIÉ supprimait cette exception par *l'arrêté du 16 Novembre* 1912, qui étendait au secteur de Kandrehô et au gouvernement indigène de Sitampiky secteur d'Ambato-Boéni, province de Maevatanana) les dispositions de l'arrêté du 28 *Septembre* 1908.

L'arrêté du 3 Mai 1911 (Gouverneur Général PICQUIÉ) étend aux provinces d'Ambositra et de Fianarantsoa les dispositions du décret du 9 Mars 1902, organisant l'administration indigène en Imérina.

L'arrêté du 12 Décembre 1911 (Gouverneur Général PICQUIÉ) étend à la province de Nosy-Be les dispositions de l'arrêté du 3 Décembre 1904 portant organisation des fokon'olona dans les circonscriptions administratives de la côte Est et du Nord de Madagascar.

L'arrêté du 13 Janvier 1912 (Gouverneur Général PICQUIÉ) a le même objet que le précédent

pour la province d'Analava ainsi que *l'arrêté du 11 Mai 1912* pour la province de Majunga.

Dans la région de Majunga, la réforme fut complétée par *un arrêté du 3 Novembre 1920* (Gouverneur Général GARBIT étendant à la province de Morondava et au district de Besalampy (province de Majunga), les dispositions de l'arrêté du 3 Décembre 1904.

L'arrêté du 12 Juillet 1913 portant organisation du fokon'olona dans la province de Betroka et signé du Gouverneur Général PICQUIÉ reproduit à peu près textuellement les termes de l'arrêté du 3 Décembre 1904.

Il en est de même de *l'arrêté du 27 Janvier 1915* portant organisation du village et du Ouatou Akouba ou Conseil des notables dans la province des Comores. Toutefois, c'est le « Conseil des notables » qui a, ici, la possibilité d'établir des conventions, alors qu'ailleurs elles étaient adoptées sur l'avis de la majorité des membres du fokon'olona.

L'arrêté du 24 Novembre 1915, signé comme le précédent par le Gouverneur Général GARBIT et portant organisation de l'administration indigène de la province de Tulear, comporte des dispositions parfois nouvelles.

En effet, en dehors d'une différence purement terminologique, le fokon'olona s'appelant ici fokon'ondaty, il faut signaler l'intérêt porté à la question de l'élevage. C'est que les bœufs sont la principale ressource dans la province de Tulear et

que les vols de bestiaux étaient fréquents du fait du voisinage dangereux des tribus pillardes de l'intérieur.

Aussi, parmi les charges du chef de fokon-tana, relève-t-on, à l'article 8, paragraphe 4, l'obligation suivante : « Si un vol de bœufs lui est signalé, il est tenu de prêter son concours immédiat pour la recherche des coupables et des animaux et, dans le cas où un ou plusieurs membres du fokon'ondaty seraient incriminés, de procéder, de concert avec les plaignants, à toutes enquêtes et constatations utiles ».

De plus, en matière de police générale, il est fait au fokon'ondaty l'obligation suivante (article 12 *in fine*) : « Lorsqu'un vol de bœufs vient à être commis sur le territoire du fokon-tana ou lorsque des traces d'animaux volés, sur un territoire voisin, sont découvertes sur le leur, les membres de la communauté, requis par leur chef, doivent obligatoirement, conformément à la coutume « Lian aomby », assister et aider la victime du vol dans ses recherches et suivre les traces des animaux sur toute l'étendue du territoire. La non-observation de cette obligation est de nature à engager la responsabilité administrative de la communauté ».

Enfin, l'article 14, intitulé : du gardiennage des bœufs, prévoit : « Des ententes ou conventions pourront intervenir, soit entre tous les membres du fokon'ondaty, soit par famille ou village pour assurer le gardiennage en commun des troupeaux. Elles seront passées en présence du chef du fokon-

tana et de notables et seront enregistrées à la diligence des parties ou d'office à celle du chef de canton, sur un registre « ad hoc » tenu au district.

Tout propriétaire de bœufs est tenu de déclarer chaque année, à l'époque du recensement, le nom de ses gardiens et, en cours d'année, les changements qui peuvent survenir. Un contrôle de tous les gardiens, par fokon-tana et par canton, est tenu au chef-lieu du district. Les propriétaires devront faire inscrire sur ce contrôle les conditions de l'engagement de leurs gardiens ».

Il est à noter que les conventions très spéciales prévues au début de l'article 14 sont les seules auxquelles il soit fait allusion dans ce texte, alors que tous les autres arrêtés du même genre prévoyaient, pour les fokon'olona, la possibilité d'établir des conventions analogues aux fanekem-pokon'olona du pays Merina, c'est-à-dire ayant pour but d'assurer, d'une façon générale, la bonne administration de la collectivité.

L'arrêté du 3 Novembre 1920 déjà examiné et étendant l'institution du fokon'olona à la province de Morondava et au district de Besalampy (province de Majunga) est le dernier en date de la série d'arrêtés que nous venons d'énumérer. C'est que, désormais, le fokon'olona doit fonctionner par l'effet de ces textes, dans la Grande Ile toute entière. Aussi, dès le 4 Novembre 1920, dans une circulaire adressée aux Chefs de circonscriptions, le Gouverneur Général GARBIT leur rappelle-t-il que la publication de l'arrêté du 3 Novembre 1920 pré-

cité « a réalisé *l'application légale* à toutes les circonscriptions de la colonie de l'organisation du fokon'olona. J'appelle, poursuit-il, tout spécialement votre attention sur la nécessité d'assurer *partout le fonctionnement effectif* de l'institution dont il s'agit dont nous avons lieu d'escompter les meilleurs résultats ».

Il nous reste à étudier dans ce qu'ils ont de commun à la matière qui nous occupe, certains textes tendant à améliorer et à perfectionner l'administration à Madagascar.

Le décret du 7 Mars 1922, ainsi que cela est exposé dans le rapport au Président de la République, a un double objet.

D'abord, il convient de donner au Gouverneur Général le pouvoir de régler, par des arrêtés pris en Conseil d'administration, l'organisation administrative des provinces de l'Imerina, ainsi que les attributions du personnel indigène, ces matières étant régies jusque là par les trois premiers articles du décret du 9 Mars 1902. Cette mesure facilitera grandement les réformes alors à l'étude nécessitées par l'évolution sociale de l'Imerina.

D'autre part, les chefs de district, en contact plus direct avec les communautés indigènes que les administrateurs en chef de province, représenteront désormais les fokon'olona en tant que personnes morales, dans tous les actes de la vie civile.

Voici le texte du décret :

ART. 1. — Les articles 1^{er}, 2^e et 3^e du décret du 9

Mars 1902, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« L'organisation de l'administration indigène des provinces de l'Imerina ainsi que les attributions du personnel administratif indigène, sont réglées par arrêtés du Gouverneur Général en Conseil d'administration ».

ART. 2. — L'article 21 du décret du 9 Mars 1902 est modifié comme suit :

« Le fokon'olona, en tant que personne morale, est représenté dans tous les actes de la vie civile, par le chef de district ».

« Cette dernière disposition est étendue aux arrêtés du Gouverneur Général de Madagascar et Dépendances, pris en exécution du décret du 30 Septembre 1904 ».

ART. 3. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

A la date du 13 Janvier 1926, paraissent deux arrêtés signés du Gouverneur Général OLIVIER.

L'un réorganise l'administration indigène. Il divise les districts en cantons qui sont constitués eux-mêmes par le groupement des villages. Parmi ses attributions administratives, le chef de canton a la charge de contrôler l'exécution par les fokon'olona des obligations qui leur incombent (art. 3, 5).

Le même texte supprime les gouvernements principaux et les gouvernements.

L'autre arrêté du 13 Janvier 1926 institue di-

verses délégations de pouvoirs aux chefs de circonscriptions administratives de la colonie (à l'exception de l'archipel des Comores). C'est ainsi que les chefs de district infligent désormais les amendes collectives aux fokon'olona, sous réserve de l'approbation du chef de province. De plus, ampliation de chaque décision infligeant de telles amendes doit être immédiatement transmise au Gouverneur Général (art. 1^{er}, 16° et art. 2, 9°).

Nous arrivons ainsi au grand arrêté du 15 Novembre 1927, signé du Gouverneur Général OLIVIER et réorganisant l'administration territoriale de la colonie de Madagascar et dépendances (archipel des Comores excepté).

Cet arrêté divise le territoire de Madagascar en six régions qui constituent des circonscriptions de contrôle et de coordination politique, administrative et économique. La région est divisée en provinces qui constituent les circonscriptions administratives de droit commun, le terme « région » se substituant à celui de « province » et le terme « province » à celui de « district » de l'ancienne réglementation.

Parmi les tableaux annexés à l'arrêté, le tableau B énumère les attributions des administrateurs supérieurs des régions. Au nombre de leurs attributions administratives, se trouvent les suivantes (G. n ° 7, 8, 9) :

7° Ils approuvent les décisions des administrateurs de province infligeant des amendes collec-

tives aux fokon'olona (art. 25 du décret du 9 Mars 1902).

8° Ils autorisent la construction par les fokon'olona des bâtiments d'intérêt commun (art. 17 du décret du 9 Mars 1902).

9° Ils approuvent les conventions passées avec le fokon'olona par le chef de province, agissant pour le compte des services locaux en vue de l'exécution des travaux publics (art. 18 du décret du 9 Mars 1902).

Le tableau C précise les attributions des administrateurs chefs de province. Nous trouvons (A. n° 16) à propos de celles concernant le personnel de l'Administration générale, la disposition suivante :

« Ils nomment, licencient et révoquent les chefs de village et chefs de groupement, les mpiadidy, chefs de quartiers, de fokon'tany et acceptent leur démission ».

Et encore, au sujet de leurs attributions administratives, il est prévu (F. n° 2) :

« D'une manière générale, les chefs de province exercent toutes les attributions dévolues, jusqu'à présent, aux chefs de province, d'une part, et aux chefs de district, d'autre part, à l'exception de celles réservées expressément par le présent arrêté aux administrateurs supérieurs. Ils gèrent, notamment, les ressources des fokon'olona qu'ils représentent dans tous les actes de la vie civile ».

Nous avons ainsi terminé l'examen des principaux textes concernant le fokon'olona.

Le décret fondamental du 9 Mars 1902 a eu pour but, nous l'avons vu, de faire renaître, en Imerina, une institution dont le jeu avait été interrompu durant quelques années, mais dont le souvenir était trop récent pour que son rétablissement pût entraîner des difficultés. Ce décret a peu innové. Il a accompli une œuvre de synthèse, rassemblant dans un texte unique des prescriptions issues de sources diverses : tradition, kabary, textes antérieurs à l'occupation française. Il a donné au fokon'olona une réglementation stable et en a assuré le contrôle efficace mais point gênant, tout en conservant les caractères originaux de cette institution.

Les autres textes ont étendu successivement à l'île toute entière l'institution du fokon'olona. Cette extension ne pouvait pas, en effet, se heurter à des difficultés insurmontables, car si les Merina sont les indigènes les plus évolués, les autres issus de la même souche ethnique, sont capables de suivre avec un certain retard la même marche ascendante. L'introduction dans leurs communautés du fokon'olona qui favorise la concorde, la cohésion et l'entr'aide, ne pouvait que hâter leurs progrès dans la voie de la civilisation.

CONCLUSION

Grâce à Andrianampoinimerina, le fokon'olona qui remonte aux époques troubles et lointaines où la tribu Merina luttait pour s'établir dans un pays nouveau, a pu atteindre son plein épanouissement.

Il était né de la nécessité pour le groupe primitif, vivant dans un quasi-isolement, de s'unir et de s'organiser pour vivre. D'une organisation, vague et imprécise d'abord, se sont dégagés lentement les caractères originaux qui rendent cette institution remarquable.

Avec la nécessité de l'action commune pour le travail des rizières et pour la défense des villages contre les incursions toujours redoutées des pillards, l'esprit collectif, tel qu'il apparaît dans les conventions, est poussé à un degré extrême. Il se manifeste dans la préoccupation d'assurer le rendement normal de toutes les terres, avec obligation pour chacun de fournir un travail saisonnier minimum, de porter secours aux particuliers ou à la communauté dans les cas prévus nécessitant l'action commune, de réclamer soi-même à temps l'aide nécessaire pour assurer la conservation et la production de son patrimoine personnel. Il se manifeste dans l'obligation faite à la communauté de veiller à l'entretien des malheureux. C'est grâce à cette organisation de l'assistance que la mendicité

était inconnue en Imerina. Il se manifeste enfin dans la réglementation étroite qui veille au maintien du bon ordre moral dans le fokon'olona.

Il est intéressant aussi de constater que dans cette Société primitive, les pouvoirs des chefs de famille, des patriarches, sont loin d'être absolus. Sans doute, les anciens, les sages (Ray aman-dreny) jouissaient de la considération commune, et c'est à eux qu'il appartenait de diriger les débats de l'assemblée du fokon'olona. Mais c'est seulement cette dernière qui pouvait prendre les décisions importantes, notamment pour tout ce qui concernait l'administration locale (mise en valeur et irrigation, assistance, etc...), la justice et aussi la rédaction et l'approbation des conventions.

Or, nouveau témoignage de l'esprit collectif et pourtant libéral des Malgaches, l'accès de l'assemblée était ouvert à tous les habitants, hommes et femmes, à l'exception seulement des enfants en bas âge. Et chacun avait le droit de s'y faire entendre. C'est cette assemblée qui se prononçait également sur les actions judiciaires, quand les voisins immédiats, réunis en conseil d'arbitrage, n'avaient pas réussi à concilier les parties.

La communauté, douée déjà d'une autorité très grande, voit ses pouvoirs se préciser et du même coup devenir plus effectifs du fait de la rédaction des conventions. Le fokon'olona dispose de sanctions pour obliger les paresseux à travailler, pour faire mettre en valeur les terres laissées incultes, pour assurer la protection des récoltes et des

troupeaux. Le chef du fokon'olona ou mpiadidy, qui a, dans ses attributions, la charge de faire respecter la convention, est soumis au contrôle très étroit de l'assemblée.

La conquête française interrompit momentanément le jeu de cette institution. Une fois l'ordre rétabli grâce aux succès de nos armes, il importait d'apporter le calme dans les esprits. A cette période délicate de l'organisation de notre nouvelle colonie, il fallait se défendre d'un fâcheux esprit d'innovation. Le général Galliéni et ses collaborateurs, instruits par une longue expérience coloniale, savaient bien qu'on ne supprime pas d'un trait de plume le patrimoine religieux et traditionnel d'un peuple.

Or, le fokon'olona était celle des institutions anciennes qu'il importait le plus de faire revivre, parce qu'elle était vraiment adaptée à la mentalité indigène et qu'elle avait subi la consécration du temps. Rien ne pouvait mieux rassurer les indigènes que de les placer à nouveau dans le cadre où avaient vécu leurs pères.

Ce rétablissement présentait en outre un avantage considérable. Il déchargeait l'administration française d'une foule d'affaires encombrantes. Le fonctionnaire européen ne doit pas être gêné et paralysé par les menus détails de l'administration indigène. Il doit seulement la diriger de haut afin de se rendre compte clairement des questions qui, par leur importance, nécessitent son intervention. Plus encore, les chefs et les notables indigènes sont

bien mieux qualifiés que nous pour veiller à l'application de la coutume, car ils se sont formés à son étude. Ignorant le droit indigène, nous pourrions, avec la meilleure foi du monde, commettre de criantes injustices. Tels sont les avantages que l'on s'accorde à reconnaître à ce que l'on nomme l'administration indirecte.

Enfin, le maintien de l'ordre était rendu bien plus aisé, car le décret du 9 Mars 1902 consacre la responsabilité collective traditionnelle des fokon'olona. Il dispose en effet : « Les membres du fokon'olona peuvent être rendus collectivement et pécuniairement responsables, lorsque les véritables coupables ne peuvent être découverts, des crimes, délits et des infractions, négligences ou mauvaise volonté constatés dans l'exécution des obligations qui leur incombent ».

Mais, certains esprits, empreints d'une philosophie pessimiste de la colonisation, pensent que l'Européen apporte avec lui un germe mauvais qui ruine ce qu'il y a de meilleur dans la tradition indigène. Sans doute, le monde indigène évolue plus rapidement à notre contact, il ne saurait rester figé dans sa vie archaïque. Le rôle de l'Etat civilisateur est précisément de présider à cette évolution, de la diriger.

L'œuvre a été bonne à Madagascar. C'est pourquoi, malgré certaines influences et malgré le développement économique qui entraîne toujours avec lui des mouvements d'idées, la Grande Ile reste une colonie calme. Ce résultat n'est-il pas dû

à la politique indigène appliquée à Madagascar par des hommes éminents ? Ceux-ci se sont efforcés de comprendre l'âme indigène et ses aspirations légitimes, tel le respect de la coutume et celui des institutions ancestrales. Ils ont voulu aussi, tâche difficile, faire comprendre aux indigènes l'œuvre française. Il fallait, en effet, éviter ces malentendus terribles qui sont à l'origine de la plupart des insuccès coloniaux.

C'est grâce à cette politique que, par dessus le fossé qui nous séparait des indigènes, furent jetés des ponts qui ont permis le contact, et, grâce à l'utilisation compréhensible et intelligente du passé, facilité le rapprochement et l'établissement de la confiance réciproque, conditions essentielles de toute colonisation bonne et durable.

APPENDICE

Décret du 9 Mars 1902 portant organisation de l'Administration indigène de l'Imerina

Le Président de la République Française,

Vu l'article 18 du S. C. du 3 Mai 1854 ;

Vu la loi malgache du 14 Juillet 1878, sur les Sakai-zambohitra et le code des lois malgaches du 29 Mars 1888;

Vu l'ordonnance de la reine de Madagascar, en date du 26 Décembre 1895, sur la réorganisation des corps de village ;

Vu l'arrêté local du 28 Février 1897 ;

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

Décède :

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER. — L'organisation de l'administration indigène des provinces de l'Imerina comprend des gouvernements principaux, des gouvernements, des gouvernements madinika ou fari-tany, des quartiers ou fokon-tany.

ART. 2. — Chaque province comprend un ou plusieurs gouvernements principaux.

Le gouvernement principal se subdivise en gouvernements ; le gouvernement en gouvernements madinika ou fari-tany ; le gouvernement madinika en quartiers ou fokon-tany.

ART. 3. — Le personnel des gouverneurs principaux, gouverneurs et gouverneurs madinika est organisé par arrêtés du Gouverneur Général et placé sous les ordres des administrateurs-chefs de province. Les gouverneurs madinika conservent leurs attributions actuelles en ce qui concerne l'état-civil, l'enregistrement des actes et contrats, l'établissement des rôles et la perception des impôts indigènes. Leurs autres attributions et celles des gouverneurs

principaux et gouverneurs sont fixées par arrêtés du Gouverneur Général.

Du quartier ou fokon-tany du fokon'olona

1° Organisation.

ART. 4. — Au quartier ou fokon-tany, qui représente l'unité de circonscription administrative indigène, correspond le fokon'olona, qui comprend l'ensemble de la population habitant le quartier ou fokon-tany.

Chaque village constitue en principe un fokon-tany ; toutefois, deux ou plusieurs villages peu importants peuvent être réunis en un seul fokon-tany ; de même, une localité à forte population peut être divisée en plusieurs fokon-tany distincts.

Plusieurs familles d'un fokon-tany pourront être autorisées à constituer un nouveau fokon-tany dans telle région qu'elles auront choisie ou qui leur sera désignée par l'administrateur chef de la province où des terrains de culture leur seront délimités.

ART. 5. — Tous les indigènes d'un fokon-tany, sans distinction de sexe ou d'âge, constituent le fokon'olona et sont inscrits sur la liste de recensement de ce fokon'olona.

Tout indigène fait obligatoirement partie du fokon'olona de la localité où il réside habituellement ; tout indigène doit pouvoir justifier, à toute réquisition de l'autorité, du fokon'olona dont il fait partie.

En dehors du fokon'olona sur la liste duquel il est inscrit, tout indigène peut participer aux actes de tous les fokon'olona des localités où il possède des biens.

2° Du mpiadidy ou chef de fokon-tany - Des notables

Des relations du fokon'olona avec les autorités.

ART. 6. — Le chef du fokon-tany ou mpiadidy est désigné par la majorité des membres du fokon'olona. Chaque désignation porte sur trois candidats, parmi lesquels l'administrateur chef de province choisit le titulaire définitif, qui n'est nommé que pour une période de trois ans. Toutefois, l'administrateur peut exceptionnellement,

et pour des raisons de police générale, désigner d'office un mpiadidy à titre temporaire, et sous réserve de l'approbation du Gouverneur Général.

Le mpiadidy est rémunéré au moyen d'une remise sur le produit des impôts indigènes et dont le taux est fixé par arrêté du Gouverneur Général. Le mpiadidy peut se faire aider dans l'exercice de ses fonctions par des mpikarakara, également désignés par le fokon'olona, dans les mêmes conditions que le mpiadidy.

ART. 7. — Les nominations, licenciements, révocations, acceptations de démission des mpiadidy sont faits ou prononcés par décisions de l'administrateur chef de province, délégué du Gouverneur Général.

ART. 8. — Conformément aux coutumes malgaches, les anciens et notables du fokon-olona (ray aman-dreny) peuvent éventuellement représenter le fokon'olona auprès des mpiadidy et des autres autorités administratives françaises ou indigènes de la province.

Le fokon'olona a néanmoins la faculté de s'adresser en corps, directement quand il le juge nécessaire, à toutes les autorités indigènes, qui doivent obligatoirement rendre compte aux autorités françaises de la province de ses réclamations, démarches, plaintes, requêtes, pétitions.

Le fokon'olona a également le droit de s'adresser au Gouverneur Général par l'intermédiaire de l'administrateur.

Attributions et obligations des fokon'olona

ART. 9. — Les attributions et obligations des fokon'olona restent telles qu'elles sont déterminées par la législation locale actuellement en vigueur, notamment en ce qui concerne les matières rappelées dans les articles 10 à 14 ci-après.

ART. 10. — En matière de police générale, administrative et judiciaire, les membres d'un fokon'olona, témoins d'une transgression aux lois, règlements, arrêtés et décisions en vigueur dans la colonie, doivent en arrêter l'auteur et le livrer aux autorités, conformément à l'article 169 de la loi malgache de 1881.

Conformément à l'article 4 de la loi de 1878, à l'article 159 de la loi de 1881 et aux ordres royaux de 1885, les

membres des fokon'olona peuvent désigner et arrêter les auteurs de délits constants et délinquants habituels. Ils peuvent, conformément à la coutume, les rejeter du fokon'olona ; dans ce cas, l'administrateur chef de la province peut, par mesure administrative, assigner à ces expulsés telle résidence qu'il juge convenable.

L'autorité du fokon'olona, en matière de police, s'exerce sur tous les habitants du fokon-tany, y compris les indigènes de passage, quelle que soit leur qualité.

Dans tous les cas où les membres du fokon'olona procèdent à une arrestation (criminels, délinquants, déserteurs, prisonniers, évadés, etc.), ils doivent immédiatement conduire l'individu arrêté au mpiadidy qui le livre sans retard aux autorités.

Dans l'intervalle, les membres du fokon'olona doivent veiller à la nourriture de l'inculpé et veiller qu'il ne soit l'objet d'aucun mauvais traitement.

Conformément à l'ordonnance royale du 9 Mars 1896, les fokon'olona doivent assurer la garde de nuit dans les villages.

Les membres des fokon'olona doivent satisfaire à toute réquisition des autorités pour assurer, dans les cas urgents, la remise des convocations et le transport des correspondances administratives et judiciaires.

Ils doivent empêcher les rixes et les disputes, ainsi que tout tumulte dans les lieux d'assemblée publique.

Ils doivent maintenir l'ordre et prêter leur concours en cas d'accidents, d'événements calamiteux ou de danger, tels que incendies, inondations, ruptures de digues, vol accompagné de violence ou tenté par des bandes de tontakely, invasions de sauterelles et de criquets, etc...

ART. 11. — En matière de police rurale, les membres du fokon'olona doivent veiller à la protection des cultures, des plantations et des récoltes, en empêchant notamment qu'elles ne soient abîmées ou détruites par les animaux appartenant à autrui, à ce que les feux allumés dans les champs ne propagent pas l'incendie dans les cultures, à ce que les animaux ne divaguent pas sur les terrains de cultures d'autrui ou sur les grandes routes, notamment dans la traversée des villages ou sur des digues susceptibles de la déprédation.

Le fokon'olona veille à la conservation des clôtures,

haies, bornes, piquets délimitant les propriétés, des signaux géodésiques, des poteaux télégraphiques, des poteaux kilométriques et plaques indicatrices ; il peut être rendu responsable de la disparition des bornes et piquets dont les auteurs restent inconnus.

ART. 12. — En matière de justice civile, en conformité des coutumes générales et des articles 24 de la loi de 1878, 215 et 252 de la loi de 1881, les fokon'olona peuvent servir d'arbitres et statuer en dernier ressort dans les affaires qui leur sont volontairement soumises par des membres du fokon'olona.

A la diligence des parties, ou d'office à celle du mpiadidy, les décisions arbitrales sont inscrites sur un registre « ad hoc » tenu par le gouverneur madinika.

ART. 13. — En matière de voirie, le fokon'olona assure la conservation et le bon entretien des chemins et sentiers du fokon-tany, ainsi que des plantations d'arbres faites sur toutes les voies de communication qui traversent le fokon-tany. Il peut être rendu responsable des dégâts occasionnés à ces plantations et dont les auteurs restent inconnus ; il veille à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et ruelles des villages, à l'enlèvement de tout ce qui peut encombrer la voie publique ; il assure le nettoyage des rues, ruelles, cours et marchés, fossés et caniveaux.

Le fokon'olona est chargé de la construction, conservation, entretien et réparation des digues et des canaux d'irrigations des rizières, de l'entretien et de l'aménagement des prises d'eau, des puits et fontaines publiques.

ART. 14. — En matière de salubrité, le fokon'olona doit signaler immédiatement au mpiadidy ou autres autorités les cas de maladies contagieuses telles que la variole et la lèpre, et il doit contribuer aux mesures à prendre pour assurer l'isolement des malades et les désinfections nécessaires ; il doit surveiller l'abatage des bestiaux et signaler les animaux morts ou abattus à la suite d'une affection contagieuse, telle que la morve et le charbon ou toute autre épizootie

ART. 15. — En matière d'assistance publique, il doit, soit en leur fournissant du travail, soit par des dons en argent ou en nature, procurer des moyens de subsistance

aux vieillards, infirmes, veuves, orphelins ou malades indigents.

Les membres du fokon'olona doivent obligatoirement pourvoir aux funérailles des indigents, même étrangers, décédés dans le village (art. 112 de la loi malgache de 1881) ou des personnes mortes sans héritiers.

ART. 16. — Les fokon'olona remplissent les attributions et obligations ci-dessus à la diligence et sous la direction des mpiadidy et mpikarakara.

Les mpiadidy rendent compte à leur chef hiérarchique de tous les faits intéressant leur fokon-tany, provoquent les mesures nécessaires et en assurent l'exécution.

Droits et prérogatives des fokon'olona

ART. 17. — Le fokon'olona peut, avec l'autorisation de l'administrateur chef de province, construire dans un but d'intérêt commun la maison d'école officielle, la salle de consultations médicales gratuites, la magnanerie locale, le bureau du mpiadidy, la maison des passagers, tous bâtiments dont la propriété lui est reconnue.

Il ne peut changer l'affectation donnée à ces immeubles ni les aliéner sans l'autorisation préalable de l'administrateur.

ART. 18. — Le fokon'olona peut se charger, suivant conventions passées avec l'administrateur, pour le compte des services locaux et moyennant juste rétribution, de l'exécution des travaux publics, tels que fournitures de matériaux, construction de bâtiments, ouverture, réparation ou empiérement de voies de grande communication, etc...

Il peut également être chargé de mettre en culture les rizières domaniales et autres terrains domaniaux moyennant rétribution en nature ou en espèces. Conformément aux dispositions de l'arrêté local du 7 Mai 1901, les mûraies créées par les fokon'olona sur les terres du domaine leur sont attribuées en toute propriété. Il ne peut changer l'affectation des terrains de mûraies ou les aliéner sans l'autorisation du Gouverneur Général.

ART. 20. — Les fokon'olona continueront à user, sur les terres du domaine non affectées à la colonisation et sous réserve de l'autorisation préalable de l'administra-

teur chef de province, du droit de parcours pour leurs troupeaux, du droit de récolte des roseaux, joncs, zozoro et herana, du droit de pêche dans les lacs, marais et cours d'eau, du droit de faire, dans ces lacs, marais et cours d'eau, des semis de riz et d'y élever les oiseaux aquatiques, du droit d'élever des vers à soie dans les bois de tapia et de tsitoavina, du droit de ramasser le bois mort et les fruits dans les forêts, du droit de couper le bouzaka ou paille à brûler.

En ces divers cas, le fokon'olona ne possède qu'un droit d'usage essentiellement révocable par l'administrateur chef de province, si les circonstances l'exigent et sous réserve de l'approbation du Gouverneur Général.

ART. 21. — Le fokon'olona, en temps que personne morale, est représenté, dans tous les actes de la vie civile, par l'administrateur-chef de province.

Des conventions des fokon'olona

ART. 22. — Conformément à la coutume, les fokon'olona peuvent établir des conventions ayant pour but d'édicter toutes mesures locales que les habitants croient, de concert entre eux, pouvoir prendre pour assurer la sécurité, l'édilité, la salubrité et la bonne administration du fokon-tany, sauvegarder l'intérêt public, notamment en ce qui concerne le respect des bonnes mœurs et des coutumes, le pacage en commun des troupeaux, les réunions du fokon'olona et leur bon ordre, empêcher les jeux ou combats d'animaux, les fumeries de chanvre ou d'opium, enfin réglementer l'assistance mutuelle (travaux divers, funérailles, etc...) dans les circonstances où la coutume le prévoit.

ART. 23. — Les conventions des fokon'olona sont adoptées sur l'avis de la majorité des membres du fokon'olona.

Elles ne peuvent, en aucun cas, modifier les lois, arrêtés, règlements ou tous autres actes émanant de l'autorité supérieure. Elles doivent être obligatoirement soumises à l'approbation de l'administrateur chef de province, avant toute mise en vigueur.

ART. 24. — Conformément à la coutume et aux dispositions des anciennes conventions, le fokon'olona peut

sanctionner, par une amende, les infractions à la convention locale.

L'infraction à laquelle s'applique l'amende ainsi que le montant de celle-ci sont déterminés facultativement par les fokon'olona lors de l'élaboration de la convention. Il ne peut être appliqué qu'une seule amende pour chaque infraction. Elle ne peut être supérieure à 2 fr. 50 et peut être acquittée soit en espèces, soit en journées de travail, selon un tarif homologué par l'administrateur. Les amendes sont infligées par le mpiadidy d'accord avec les notables, soit d'office, soit sur la plainte d'un ou plusieurs membres du fokon'olona. Il peut être fait appel de ces décisions devant l'administrateur. En cas d'appel injustifié, l'amende est doublée. Les amendes sont inscrites sur un registre à souche tenu par le mpiadidy, et récépissé de paiement est donné à l'intéressé.

Le produit des amendes est distribué aux malheureux par le mpiadidy sous le contrôle des ray aman-dreny.

De la responsabilité collective des fokon'olona

ART. 25. — Les membres du fokon'olona peuvent être rendus collectivement et pécuniairement responsables, par l'administrateur chef de province, lorsque les véritables coupables ne peuvent être découverts, des crimes, délits et des infractions, négligences ou mauvaise volonté, constatés dans l'exécution des obligations qui leur incombent et qui sont déterminées par le présent décret. Dans ce cas, l'administrateur chef de province peut infliger administrativement au fokon'olona, sous réserve de l'approbation du Gouverneur Général, une amende collective qui ne pourra excéder une somme calculée à raison de 5 francs par membre du fokon'olona, perçue au profit du budget local.

En cas de non-paiement, la contrainte par corps sera exercée, soit contre les récalcitrants, si ceux-ci sont la majorité, soit contre les ray aman-dreny du fokon'olona.

Dispositions diverses

ART. 26. — Dans les centres urbains ou érigés en communes, le Gouverneur Général peut, par voie d'arrê-

tés, restreindre les obligations, attributions, droits et prérogatives des fokon'olona.

ART. 27. — L'institution des tompon-jato et des tompon-arivo (chefs de cent et de mille) est supprimée.

ART. 28. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal Officiel* du Ministère des Colonies et publié au *Journal* et au *Bulletin Officiels* de Madagascar.

Fait à Paris, le 9 Mars 1902,

Emile LOUBET.

Par le Président de la République.

Le Ministre des Colonies,

Albert DECRAIS.

VU : *Le Président de la Thèse,*

RENÉ MAUNIER.

VU : *Le Doyen de la Faculté,*

BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- L. AUJAS. — Manuel de procédure et de droit indigènes. Tananarive 1908.
- H. BERTHIER. — Droit civil malgache. 1930.
- A. BOUDILLON. — Droit éminent du souverain sur le sol à Madagascar. In. Bulletin de l'Académie Malgache (1904). T. 1, p. 10.
- A. CAHUZAC. — Essais sur les institutions et le droit malgaches. Paris 1900.
- A. GAMON. — Code annoté de la législation et dictionnaire de la réglementation de Madagascar et dépendances. 2 vol. Tananarive 1906.
— Traité de la justice indigène à Madagascar. Tananarive 1910.
- A. et G. GRANDIDIER. — Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. (Ethnographie de Madagascar en 3 vol., in-f° avec planches et cartes. - L'origine des Malgaches, 1 vol. in-f°. Imp. Nat.).
- G. JULIEN. — L'institution des Sakaizambohitra ou amis des villages. Code des 305. Tananarive 1^{er} Déc. 1900.
— Les réformes de 1889. Règlement des gouverneurs de l'Imerina. In - Bulletin de l'Académie Malgache. T. 1, pages 23-46.
— Institutions politiques et sociales de Madagascar. Paris 1908. 2 vol. (Codes malgaches, T. 1, pages 434-631).
— Lois et coutumes malgaches. Tananarive 1908.
— Madagascar et ses dépendances, 2^e édition, 1930.
- G. LÉVY. — Etude sur l'organisation judiciaire de Madagascar. Paris 1906 (thèse).
- OZOUX. — Droit pénal indigène. Tananarive 1928.
- L. PAIN. — Institution du Fokon'olona. Poitiers 1910 (thèse).
-

Vocabulaire sommaire des termes malgaches employés dans la thèse

Antily : Lit. : guetteur, surveillant; fonctionnaires créés par Rainilaiarivony.

Betsimisaraka : Lit. : les nombreux dispersés. Tribu de la Côte Est de Madagascar.

Eranambatry : L'erambatry était, en poids d'argent, le 76^e de la piastre (ariary) et le 1/3 du voamena.

Fandrosoana : Progrès.

Fanekem-pokon'olona : Convention de fokon'olona.

Fokon'olona : Lit. : communauté des gens, le groupe du village.

Fokon-tany : (Tany : terre) circonscription territoriale habitée par le fokon'olona.

Hadzia : Redevances payées par les serfs aux possesseurs de vodivona.

Hetra : Rizières qui paient l'impôt du même nom.

Imerina : Erina signifie culminant, qui domine, d'où, Imerina, le pays des hauteurs.

Iraimbilandza : Terme monétaire désignant la valeur de 1 fr. (d'avant-guerre).

Kabary : Discours.

Lalana velona : Loi vivante opposée à la loi écrite : lalana soratra.

Lasiray : Terme monétaire désignant la valeur de 0,30.

Loso : Terme monétaire désignant la valeur de 2,50.

Masolvoho : Inspecteurs indigènes de l'enseignement.

Menakely : Serfs.

Merina : Habitants de l'Imerina.

Mpanoratra : Ecrivain, secrétaire.

Mpladidy : Fonctionnaire, chef du fokon'olona.

